

Dossier spécial : 12 pages sur le 44^e président des Etats-Unis

L'Amérique choisit Barack Obama

4 novembre 2008 « Le changement est arrivé », lance le vainqueur démocrate, premier Noir à accéder à la Maison Blanche

L'homme qu'il faut

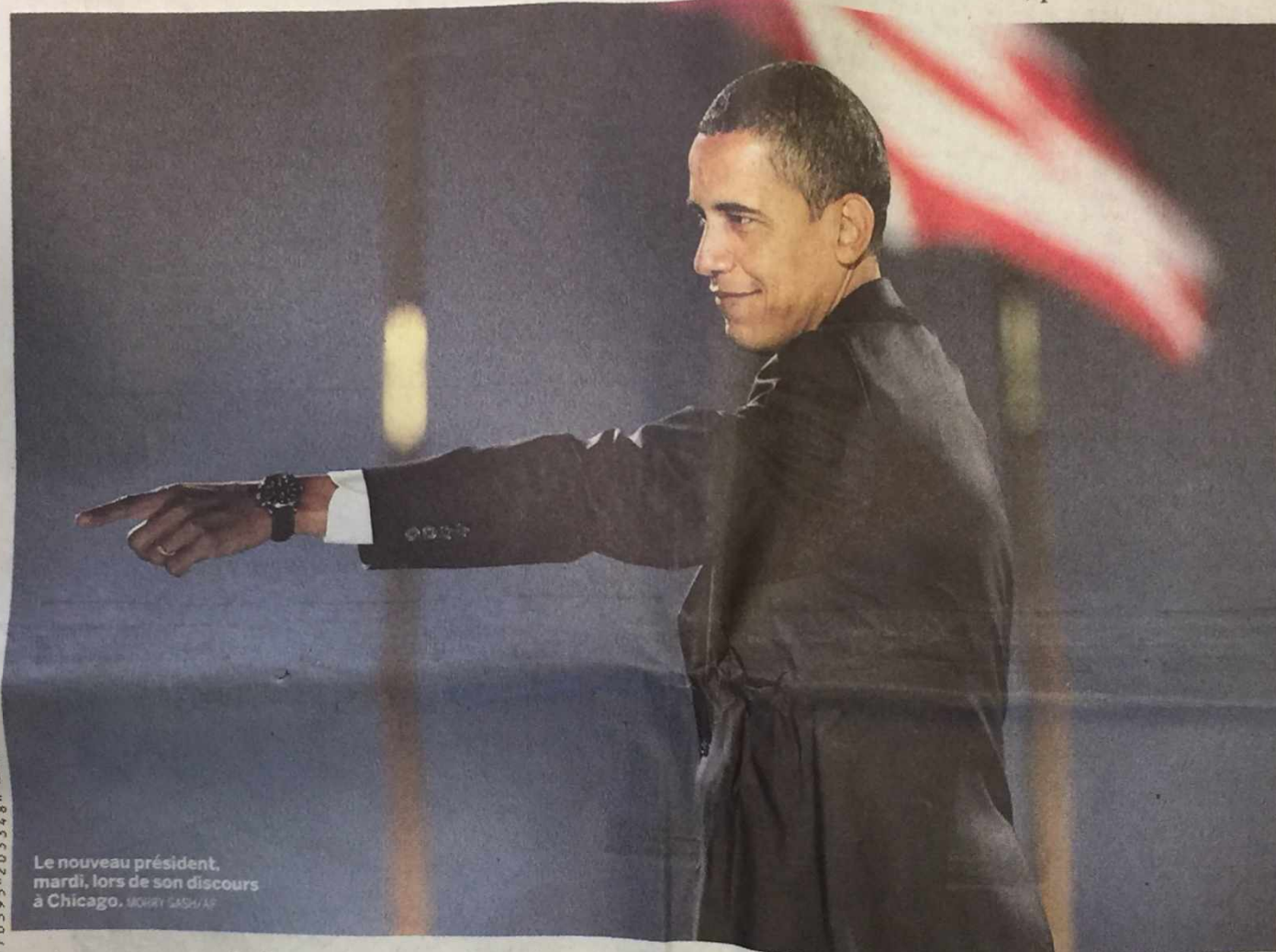
D'abord il faut écrire ces mots en toutes lettres. Les lire lentement à haute voix pour mesurer l'ampleur de la nouvelle, sa charge d'histoire et d'émotion : le peuple américain vient d'élire à la Maison Blanche un homme à la peau noire. Quelle intelligence, quelle maestria, quel sang-froid aussi a-t-il fallu à Barack Obama pour enlever un scrutin qui, rappelons-le, était tout sauf acquis, si l'on se reporte moins d'un an en arrière. Combien d'écueils évités, de pesanteurs et de préjugés vaincus, avant de donner par sa victoire un puissant signal d'optimisme à l'Amérique et au reste du monde. Obama a fait coïncider l'espoir avec le noir. Sans que jamais, et ce fut sa virtuosité, il apparaisse comme le candidat d'une communauté.

Mélant sa jeunesse à la sagesse qui n'a pas d'âge, le sénateur de l'Illinois a su dépasser les fractures originelles d'une nation née dans l'esclavage et la ségrégation pour la rattacher à son idéal fondateur, le fameux « E pluribus unum » : faire un seul de plusieurs ; considérer que la multitude des origines n'empêche pas le partage d'une aspiration commune. Président post-racial ? Oui, et surtout légitime pour se faire entendre sur les deux berges de cette cicatrice mal refermée entre Noirs et Blancs, ce passé « qui n'est même pas passé » comme il l'a déclaré, citant Faulkner, dans son exceptionnel discours de Philadelphie, le 18 mars, où s'est imposée sa quête forcenée et pourtant si calme, si sûre, d'une « Union plus parfaite ».

Pour vaincre, il devait convaincre.

E. F.

Lire la suite page 2



Le nouveau président, mardi, lors de son discours à Chicago. MURRAY SASSI/AP

« A ceux qui doutent encore de l'Amérique, ce soir j'apporte la réponse »

Après sa victoire, Barack Obama s'est adressé à son pays et au monde

CHICAGO (Illinois)
ENVOYÉE SPÉCIALE

Après sa victoire, le 44^e président des Etats-Unis, Barack Obama, s'est hissé à la hauteur de l'événement historique que constitue son élection, quarante ans après la fin de la ségrégation raciale. Dans un discours d'une grande simplicité, mais balayant deux cents ans d'histoire de la nation américaine, il s'est adressé à l'Amérique mais aussi au monde, à tous ceux qui « écoutent serrés autour de leur poste de radio » dans les endroits reculés : « Une nouvelle aube du leadership américain est à portée de main », a-t-il déclaré.

Premier président africain-américain de l'histoire des Etats-Unis, Barack Obama a été élu dans un raz de marée qui a mis tout le pays en liesse. Du New Hampshire à Harlem, des grilles de la Maison Blanche au Grant Park de Chicago, les Américains ont repris sa promesse : « Yes we can ! » (« Oui, nous le pouvons ! »), tout est possible à un peuple réconcilié. Dans un pays ébranlé par les crises - économi-

que, morale, identitaire -, Barack Obama a montré le chemin : « Nous sommes et nous serons toujours les Etats-Unis d'Amérique. »

A Chicago, Barack Obama s'est adressé à 65 000 personnes depuis un podium protégé par deux vitres pare-balles. Son visage était grave, comme si le manteau de la fonction s'était imposé sur ses épaules. Il a limité les effusions avec Joe Biden, désormais vice-président élu. Lorsqu'il a eu fini son discours, les spectateurs, tous submergés d'émotion, certains en larmes, sont restés longtemps à regarder la tribune et les familles qui s'y trouvaient : Michelle, la nouvelle First Lady, sa mère et son frère Craig Robinson, entraîneur de basket-ball. Malia, 10 ans, et Sasha, 7 ans, les fillettes à qui leur père a pris soin de dire qu'il les aimait « plus encore qu'elles ne le savaient ». Elles ont gagné la permission d'avoir un chien, cadeau que leurs parents leur avaient promis avant de s'engager dans la course à la Maison Blanche.

CORINE LESNÈS
Lire la suite page 4

Changer

Barack Obama : « Tel est le vrai génie de l'Amérique : l'Amérique peut changer. Notre Union peut être perfectionnée. » Page 4

Les vaincus

La défaite de John McCain laisse le Parti républicain divisé. Les mots du perdant : « Il n'y a plus aucune raison maintenant pour les Américains de ne pas chérir leur citoyenneté. » L'arme Sarah Palin devenue un boomerang. Page 5

Le contexte

Face à la crise économique qui obsède les Américains, le candidat républicain a paru déconcerté, sans stratégie. Race : la fin du grand tabou. Page 6

Le scrutin

Pour la première fois depuis Jimmy Carter en 1976, un démocrate remporte la majorité absolue des voix dans l'ensemble du pays. Page 8

Renforts électoraux

Les « Latinos » : on disait les Américains d'origine hispanique acquis majoritairement aux républicains. Ils ont voté massivement pour Barack Obama. Ohio : les démocrates l'emportent dans l'un des Etats-clés. Page 9

Et maintenant...

La gestion de la crise économique ne peut attendre le 20 janvier 2009, jour de l'entrée en fonction du nouveau président. L'étape cruciale de la transition. Les cinq dossiers principaux. Page 10

Dans le monde

L'espoir d'une nouvelle ère dans les relations internationales s'exprime dans de nombreux pays. Sarkozy : « Une énergie nouvelle. » Israël regrette Bush mais espère trouver un nouvel « ami ». Russie : quel changement ? Chine : une « nouvelle période historique ». Pages 11 et 12

Jean-Louis Fournier

Où on va, papa ?

PRIX FEMINA 2008

Stock

Etats-Unis Une vague « bleue » permet aux démocrates d'emporter la présidence et la majorité au Congrès

Barack Obama devient le 44^e président américain

Présidentielle
2008

En partenariat avec France Info

« UNE NOUVELLE aube du leadership américain est arrivée. » Devant 65 000 personnes à Chicago, dans un discours retransmis dans tous les Etats-Unis en direct, Barack Obama a pris acte de

l'écrasante victoire que lui ont offerte les millions d'Américains qui ont voté en faveur du « changement » que le candidat démocrate leur a promis durant la campagne. M. Obama, premier Noir à accéder à la Maison Blanche, l'emporte avec 52 % des suffrages, contre 47 % à John McCain, et 338 votes de grands électeurs, soit bien plus que la majorité requise de 270. Il s'assure aussi d'une solide majorité dans les deux chambres au Congrès. Son adversaire républicain a admis sa défaite avec élé-

gance et reconnu qu'une nouvelle ère s'ouvrait pour son pays. Le Parti républicain enregistre des pertes très nettes aux élections au Congrès. Il perd de vieux « bastions » dans le Sud et les Etats industriels. Et même si les démocrates ne parviennent pas à « arracher » les 60 sièges de sénateurs sur 100 (ils en ont 56) qu'ils visaient, les lendemains d'élection seront difficiles pour les républicains. Sarah Palin, colistière de M. McCain, choisie pour dynamiser les militants, lui a plutôt

porté tort par son impréparation. Ses idées conservatrices pourraient en revanche ressouder un parti divisé.

Pour le 44^e président élu, la transition sera délicate jusqu'à son entrée en fonction le 20 janvier 2009. Les analystes estiment que le président sortant, George Bush, au plus bas de sa popularité et de sa crédibilité, ne peut tout gérer à lui seul. Les dossiers urgents sont déjà sur la table : Irak, Iran nucléaire, Guantanamo, sans compter la crise économique et

financière qui a pesé si lourd en faveur des démocrates durant la campagne.

La joie des minorités, et pas seulement des Noirs mais aussi des Latinos, ou de ces jeunes qui votaient pour la première fois, montre au reste du monde que l'Amérique est peut-être en train de changer. Et de Paris, qui s'est félicité comme le reste de l'Europe, aux capitales asiatiques ou africaines, l'attente est immense. En Asie et aux Etats-Unis, les marchés sont déjà remontés. ■

« Nous sommes et nous serons toujours les Etats-Unis d'Amérique »

SUIVE DE LA PREMIÈRE PAGE

Barack Obama a aussi évoqué sa grand-mère, morte juste avant l'instant historique. « Je sais qu'elle regarde », a-t-il dit.

Sans triomphalisme, alors qu'il a remporté les trois « grands prix » que sont pour le scrutin présidentiel, l'Ohio, la Floride et la Pennsylvanie, et qu'il a effectué un parcours sans-faute depuis l'annonce de sa candidature à Springfield, la ville d'Abraham Lincoln, Barack Obama a inscrit sa victoire dans l'épopée patriotique. Il a parlé des jalons posés par ses prédécesseurs, de l'esclavage, de la Grande dépression et du New Deal grâce auquel les Américains avaient conquis « la peur elle-même ». Il a évoqué Martin Luther King, la conquête de la Lune, les nouvelles technologies. Et la foule, d'abord timidement, puis avec confiance, a repris avec lui : « Yes we can ! », comme si elle réapprenait la fierté, après huit ans de flottement. « S'il y a encore qui doute que l'Amérique soit un endroit où tout est possible, qui se demande encore si le rêve de nos fondateurs est toujours vivant, qui s'interroge encore sur la puissance de notre démocratie ; ce soir vous apporte la réponse », a dit le futur président.

Barack Obama a lancé un appel au consensus en rendant hommage au parti républicain d'Abraham Lincoln. Il n'a pas caché que la tâche était ardue – deux guerres, une planète en péril, la plus grave crise financière en un siècle. « La route sera longue. La pente est raide. Il se peut que nous n'y parvenions pas en un an ou même en un mandat, a-t-il dit. Mais je vous promets : en tant que peuple, nous y arriverons. »

Outre les participants invités à la soirée, plusieurs centaines de milliers de personnes qui n'avaient pas pu se procurer de tickets se trouvaient sur Michigan Avenue, les Champs-Élysées de Chicago. Les églises noires de la ville avaient organisé des veillées pour un moment que les pasteurs considéraient comme une célébration plutôt qu'une fête : l'appropriation par les Noirs d'une histoire à laquelle beaucoup ne s'étaient jamais sentis associés.

Malgré son nom, malgré les centaines de courriels qui ont circulé sous le manteau pour semer le doute sur son lieu de naissance ou sa religion, Barack Obama est entré dans le panthéon des présidents américains. « Les gens l'aiment. Encore plus que Clinton », a résumé Mel Zye, un habitant des quartiers Sud dans lesquels il a travaillé lorsqu'il était arrivé à Chicago en 1985. ■

CORINE LESNES



Barack Obama, Joe Biden (à droite) et leurs familles, réunis sur le podium de Grant Park à Chicago, saluent la foule venue acclamer le candidat démocrate. MORRY GASH/AP

VERBATIM

« Une nouvelle aube du leadership américain »

Il a fallu attendre longtemps, mais ce soir, grâce à ce que nous avons accompli aujourd'hui, dans cette élection, en ce moment-clé, le changement est arrivé en Amérique (...) Vous l'avez fait, car vous comprenez l'immensité de la tâche qui est devant nous. Au moment où nous célébrons ce soir, nous savons que les défis que nous affronterons demain seront les plus grands de notre vie : deux guerres, une planète en péril, la pire crise financière en un siècle. Au moment où nous nous tenons ici ce soir, nous savons que de courageux Américains se réveillent dans les déserts de l'Irak et les montagnes de l'Afghanistan et risquent leurs vies pour nous. Des mères et des pères restent éveillés après que leurs enfants se sont endormis, se

demandant comment ils vont rembourser leur emprunt, payer les factures du médecin, ou économiser assez pour l'université. (...)

La route sera longue. Le chemin sera escarpé. Nous ne parviendrons peut-être pas au but en un an ou même un mandat, mais l'Amérique – je n'ai jamais senti autant d'espoir que ce soir – y arrivera. Je vous le promets : nous y arriverons. Il y aura des revers et des faux départs. Nombreux sont ceux qui ne seront pas d'accord avec chaque décision que je prendrai en tant que président, et nous savons que le gouvernement ne peut résoudre chaque problème. Mais je serai toujours honnête avec vous à propos des défis que nous affrontons. Je vous écouterai, surtout lorsque

nous serons en désaccord. Mais avant tout, je vous demanderai de prendre part au travail qui consiste à reconstruire cette nation comme cela s'est toujours fait en Amérique depuis deux cent vingt et un ans, bloc par bloc, brique par brique, main calleuse par main calleuse. (...) A ceux qui nous regardent ce soir d'au-delà de nos rivages, des Parlements et des palais jusqu'à ceux qui se blottissent autour de postes de radio dans les coins oubliés du monde – nos histoires sont distinctes, mais notre destin est partagé, et une nouvelle aube de leadership américain est arrivée. A ceux qui voudraient abattre ce monde : nous vous vaincrons. A ceux qui veulent la paix et la sécurité : nous vous soutenons. Et à tous ceux qui se demandent si le phare de l'Amérique

brille toujours autant, ce soir, nous avons prouvé une fois de plus que la véritable force de notre peuple vient non pas de la puissance de nos armes ni de l'échelle de notre prospérité, mais du pouvoir endurant de nos idéaux : la démocratie, la liberté, l'opportunité, et l'espoir qui ne cède pas. Car tel est le vrai génie de l'Amérique : l'Amérique peut changer. Notre Union peut être perfectionnée (...).

Ce soir, je pense à une femme qui a voté à Atlanta (...), Ann Nixon Cooper a 106 ans. Elle est d'une génération née juste après l'esclavage (...) à une époque où quelqu'un comme elle ne pouvait pas voter pour deux raisons : parce qu'elle était une femme, et à cause de la couleur de sa peau. ■

PARTI SOCIALISTE

A contresens sur l'autoroute des idées

LE MONDE
diplomatique

Novembre 2008. En kiosques. - 4,50 €

A Chicago : « C'est un pays formidable ! »

A droite, les gens munis de tickets ; à gauche ceux qui n'en ont pas. La nuit est à peine tombée sur Chicago que la foule arrive déjà. De Grant Park, au bord du lac Michigan, se détache le « skyline » de Chicago, la rangée des immeubles qui donne à la capitale du Midwest des allures de New York. Sur l'un des immeubles, un sigle, en énormes lettres lumineuses : USA ! Les sourires sont larges, les gens ouverts. Certains sont munis de couvertures, comme l'été quand ils vont au concert en plein air. Tout le monde ou presque porte un tee-shirt à l'effigie de Barack Obama. Le déploiement policier n'a rien d'effrayant : le Chicago des fantômes du passé a eu tort. Aucun débordement.

Ginger Blannon, 55 ans, une Noire de Californie, est venue de Santa Monica. Elle a sauté dans un avion et doit repartir dans la nuit, après avoir dormi à l'aéroport. Elle aussi a un tee-shirt Obama, qu'elle fait signer à autant de gens que possible. Si elle pouvait, elle engloberait le monde entier dans son tee-shirt. « Il y a une grande différence dans la manière dont le monde nous traite », dit-elle. Jusque-là, elle ne s'était jamais souciée de voter.

Ryan Percey, 24 ans, étudiant en technologie, est venu de Floride. Il porte une boucle d'oreille dorée et parle tout de suite d'Obama. « Quand il est venu à Tampa, je lui ai serré la main », annonce-t-il. Cela a suffi pour faire passer « une vraie chaleur ». Ryan n'avait jamais voté. « J'espère que le racisme va diminuer. Je crois que l'Amérique est prête », dit-il.

Au pied d'une toile de 3 m sur 3, Alejandro Trevino, 24 ans, se repose. Etudiant aux Beaux-Arts, il a peint un portrait géant de Barack Obama la nuit précédente, pour tromper l'attente, comme d'autres se sont précipités à la dernière minute dans l'Indiana pour essayer d'arracher l'Etat à ses indécis. Son Obama n'est pas joyeux mais concentré, réflexif, il a déjà une allure de Martin Luther King. « Dans le monde entier, l'homme noir va être reconnu pour ce qu'il est et non plus par la couleur de sa peau », dit Paul Perry, un technicien de laboratoire, installé à côté de la peinture, avant d'ajouter : « Nous en sommes considérés comme inférieurs. Maintenant nous sommes dans la position dominante. »

Il ajoute, sarcastique : « Le lapin s'est emparé du fusil. Les Européens peuvent payer. » Annette Cooper, une mère de famille du South Side, l'in-

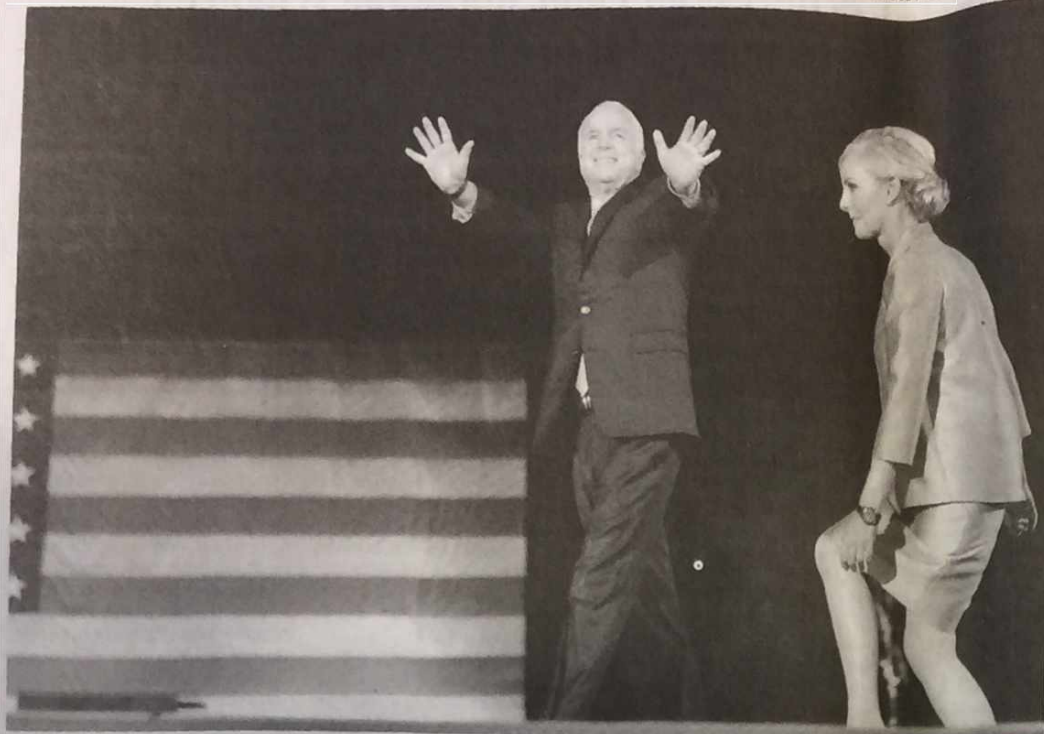
terrompt. Pour elle il n'est pas question de revanche, mais de « justice ». « On va enfin se préoccuper de ceux qui n'ont rien, non plus seulement de ceux qui ont », affirme Mel Zye. « Ce pays est censé être les Etats-Unis ». Mais, depuis que je suis en vie, c'est la division, dit Michael Peter, 50 ans, un témoin de Jehovah qui a voté pour la première fois. On charge Barack Obama de tous les possibles. D'abord « plus de jobs ». Et il faudra augmenter le salaire minimum. Il est à 7 dollars, affirme Annette Cooper. « Alors il faut le porter à 12 dollars », reprend Paul Perry. A quoi s'ajoutent le logement, l'assurance-santé. « Et il faut ramener nos jeunes de la guerre. » A l'annonce que l'Ohio a été remporté par Obama, Chicago exulte.

Une file indienne de plus d'un kilomètre s'est formée devant les check-points du parc. A 9 h 58, CNN indique que Barack Obama a été élu. Une jeune journaliste pleure, son portable à l'oreille. Des septuagénaires esquissent des pas de danse. Des inconnus partagent d'innombrables « high five » (claquements de mains). « C'est un pays formidable ! » ■

C. L.S.

CHICAGO (ILLINOIS), ENVOYÉE SPÉCIALE

JOHN MCCAIN RECONNAÎT SA DÉFAITE À PHOENIX ET APPELLE LES AMÉRICAINS À L'UNITÉ



Le candidat républicain John McCain (ici avec son épouse Cindy) a salué la victoire « historique » de M. Obama lors d'un discours tenu à Phoenix (Arizona), mardi 4 novembre au soir. « Cet échec c'est le mien, pas le vôtre », a-t-il déclaré à ses partisans.

La crise économique a pesé sur l'issue de la campagne présidentielle

Face à une avalanche de résultats négatifs et de plans sociaux, le candidat républicain a semblé totalement dépourvu de stratégie, contrairement à son adversaire

NEW YORK
CORRESPONDANT

A six jours du scrutin, interrogées par l'institut GfK pour l'agence Associated Press (AP) à propos de leur premier sujet de préoccupation, 90 % des personnes sondées en Caroline du Nord ont répondu « l'économie », comme 86 % au Michigan, 79 % au Colorado... Pas spécifiquement le coût de la vie, la couverture-santé ou l'emploi. Non, la situation économique générale, le sentiment que tout est devenu plus difficile. Dans d'autres Etats clés du scrutin – Floride, Ohio, Pennsylvanie, Nevada... – la même réponse est revenue. L'économie était devenue le terme générique pour dire que « tout » va mal.

Récapitulatif de quelques informations tombées dans la semaine précédant le scrutin. On a appris que la croissance, au troisième trimestre, a été négative, et la Réserve fédérale américaine (Fed) a prévu une « forte contraction » au quatrième. Le débat « récession – pas récession ? » était clos. Puis, l'un après l'autre, Motorola, GM, Chrysler, Yahoo!, Gannett, American Express, etc., ont annoncé des licenciements. La consommation a encore chuté. En un mois, l'indice de confiance des consommateurs est tombé de 61,4 à 38 points.

Lundi 3 novembre, veille du scrutin, la chaîne de produits électroniques Circuit City a annoncé la fermeture de 155 enseignes sur 600. Le même jour, l'agence Moody's a estimé que 7,3 millions de foyers américains seraient dans l'incapacité de rembourser leurs prêts à l'horizon 2010. Le Trésor a indiqué que 40 à 50 milliards de dollars devraient être débloqués pour éviter que 3 millions de propriétaires immobiliers insolubles ne soient expulsés. GM a annoncé des ventes en chute de 45 % aux

Etats-Unis. Peu avant, six gouverneurs, démocrates et républicains, avaient appelé le Trésor à prendre des « mesures urgentes » pour sauver le secteur automobile. En langage simple : y injecter de l'argent.

Dans ce contexte, John McCain a autant perdu l'élection que Barack Obama l'a gagnée. Lorsque, jusqu'au dernier jour, il a continué de dire aux Américains que le candidat démocrate voulait leur « prendre leur argent », son propos n'a pas pu convaincre la totalité de son électorat naturel. Car avec moins de crédit et les prix qui grimpent, beaucoup n'ont qu'une attente : que l'Etat agisse en leur faveur, pas seulement pour les banques.

Plus globalement, M. McCain a, tout au long de la campagne, usé d'une veine populiste, répétant combien le « modèle américain » était le meilleur au monde. Combien « l'Amérique détient les meilleurs ouvriers », les « meilleurs techniciens », les « meilleurs soldats »... Pourquoi ce discours a-t-il paru déphasé ? Une faille était déjà apparue avec les difficultés en Irak. Avec la crise économique, cette faille est devenue béante. Les « meilleurs » patrons, ouvriers et techniciens du monde n'y peuvent rien, mais l'Amérique est à plat. Et, avec l'effondrement du crédit subprime

pour origine, elle ne peut accuser quiconque de ses déboires.

En situation de crise, l'Etat est de retour, puisque chacun se tourne vers lui. Dans ces circonstances, le discours de M. Obama a porté. Il a évoqué cette nécessité sans varier depuis le début de sa campagne. Et il a répondu à une attente réelle : en deux mois, l'économie était devenue un enjeu de « sécurité collective ». Le discours de M. McCain, lui, est apparu incohérent, sa tonalité en porte-faux.

Il a dit, certes, qu'il saurait relancer la machine. Mais, quelle que soit la thématique abordée, il a refusé tout engagement public. Les allègements fiscaux suffiraient à réintroduire du dynamisme, de l'initiative. Ce, à un moment où les pouvoirs publics eux-mêmes, adhérents à sa philosophie, déboursaient au bas mot 1 500 milliards de dollars (1 900 milliards d'euros) pour voler au secours des secteurs sinistrés.

Et puis, soudain, avant même Barack Obama, John McCain a proposé un plan public pour éviter que 3 millions de familles insolubles soient jetées à la rue. Où était la logique ? Si l'argent pouvait être trouvé pour elles, pourquoi n'y en aurait-il pas pour augmenter les prestations de chômage alors que celui-ci est en hausse, comme le proposait l'adversaire ? Le candidat républicain a donné l'impression d'être dépourvu de programme économique élaboré. Pire, il a semblé réagir au coup par coup, modifiant son discours selon les circonstances et les auditoires.

Dans son film promotionnel diffusé à une semaine du scrutin, M. Obama, lui, a semblé « parler vrai ». Il y a expliqué que « le gouvernement ne peut pas tout ». La question d'aller vers une société d'assistés. Il a appelé la population américaine à « ouvrir une nouvelle ère de responsabilité » : oui, il faut améliorer l'école publique, mais les parents doivent aussi veiller à ce que leurs enfants fassent leurs devoirs plutôt que de rester devant la télévision. Si cette éthique-là est appliquée à tous les domaines, si les citoyens s'engagent, alors oui, sur les priorités que constituent l'emploi, l'éducation, la santé et le logement, l'Etat investira. Tout était dit pour répondre aux inquiétudes des électeurs.

Tôt dans la soirée, mardi 4 novembre, sur la chaîne MSNBC, David Axelrod, responsable de la stratégie de M. Obama, avait eu ces mots pour définir la bataille en passe d'être gagnée : « L'essence du pudding, c'est d'être mangé ». L'homme connaît ses classiques et ne boude pas l'ironie. L'auteur de cette phrase n'est autre que Friedrich Engels, compère de Karl Marx, dans *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie allemande* (1886). Toute la dernière semaine, les républicains ont accusé Barack Obama d'être « socialiste ».

Cette fois, les Américains n'en ont eu cure : l'urgence sociale était trop forte. Au siège de M. McCain, à Phoenix, la correspondante de CNN rapportait que ses fidèles, amers, se lamentaient : « Sans cette poisse de crise économique, le sort aurait pu être différent. » Le pire, pour les républicains, est que ce n'est même pas certain. ■ S.C.

« Pour les Africains-Américains, l'impensable s'est produit »

CHARLTON MCILWAIN est professeur à l'université de New York (NYU), il y dirige le laboratoire de recherche « Races et politique ».

Dès la victoire de Barack Obama annoncée, l'évêque noir de Géorgie, T. D. Jakes, les larmes aux yeux, a évoqué son grand-père assassiné dans des violences racistes et a parlé du « plus grand jour de l'Amérique depuis la fin de la ségrégation ». Sur la chaîne NBC, un journaliste noir, brusquement, n'arrivait plus à commenter, la voix étranglée. Pour les Africains-Américains, ce « moment » est-il exceptionnel ?

Evidemment : il est historique. Des gens ont passé des vies entières à penser qu'un jour pareil n'arriverait jamais. Même lorsque Barack Obama s'est déclaré candidat, il y a presque deux ans, et jusqu'au dernier moment, beaucoup pensaient encore que ce serait impossible aux Etats-Unis. Dès l'annonce de sa victoire, j'ai appelé des amis : leur émotion était inouïe. L'impensable s'était produit.

Mais ce moment n'est pas historique que pour les Noirs : dans tout le pays, partisans et adversaires d'Obama ont la sensation qu'un événement exceptionnel, un instant « transformationnel » vient de se produire.

Quel peut être l'impact de cette victoire sur les relations interraciales aux Etats-Unis ?

Nous vivons aussi de symboles, et celui-ci est extrêmement fort. C'est l'Amérique telle qu'on a toujours voulu qu'elle soit qui a émergé dans ce scrutin. Elle donne un signal très puissant en faveur des idéaux de justice, d'égalité raciale. Pour beaucoup, et pas seulement les Africains-Américains, c'est toute la notion d'identité nationale qui est modifiée, redéfinie.

Mais il y a aussi un risque d'impact négatif. Une fois l'euphorie passée, beaucoup de gens jugeront ce qu'accomplira Obama à travers le prisme racial.

Que ses décisions soient perçues comme bonnes ou mauvaises, on les liera aussi à la couleur de sa peau. Or l'attente d'énormément de gens à son égard est très élevée. Mais la politique est l'art du possible. On ne peut pas tout résoudre d'un coup. Des segments de la population seront forcément déçus. Et plus on aime, plus la déception amoureuse génère de colère. Pour lui, le risque est là.

M. Obama est connu pour ne pas être un chaud partisan de la discrimination positive. S'il prenait des mesures pour réduire sa dimension raciale ou ethnique au profit de critères sociaux, par exemple, cela susciterait-il une hostilité parmi les Noirs américains ?

Cela heurterait beaucoup d'entre eux, et plus encore nombre de leurs dirigeants. Parce que beaucoup fondent leur carrière sur la base de la représentation des intérêts raciaux ou ethniques. Beaucoup réagiraient en disant : « Mais que croit-il ? On ne l'a pas élu pour ça. » Or effectivement, M. Obama entend « surmonter » les affrontements ethniques et raciaux, faire sortir les Etats-Unis du « racisme », qui est si prégnant. Sur des questions comme la déségrégation, la carte scolaire, la reconstruction de La Nouvelle-Orléans, ses décisions seront scrutées de très près par les dirigeants et les activistes noirs.

Des gens comme le révérend Jesse Jackson ou le révérend de New York Al Sharpton s'opposent vigoureusement à toute velléité de remplacer les critères raciaux par des critères sociaux. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR SYLVAIN CYPEL, CORRESPONDANT À NEW YORK

Les places boursières ont aussi « voté » pour Barack Obama

LE MARCHÉ a lui aussi salué, à sa manière, la victoire du candidat démocrate à la présidence américaine. Mercredi 5 novembre en Asie, la Bourse de Tokyo a terminé en hausse de 4,46 %. En Europe les places de Paris, Londres et Francfort s'effritaient légèrement à l'ouverture mais après des envolées de 4,5 % à 5 % la veille, suivant la tendance du Dow Jones. L'indice de la Bourse de New York a bondi, mardi, de 3,28 %, sa meilleure performance pour un jour d'élection. A Wall Street, l'indice TAN des énergies alternatives, censées être favorisées par le programme du futur président et considérées comme des « valeurs Obama », s'est même envolé de plus de 10 %.

L'arrivée de Barack Obama à la Maison Blanche n'explique pas, à elle seule, le rebond de la Bourse. Les signes d'accalmie sur le marché des crédits interbancaires, au cœur de la crise, ont aussi contribué à rassurer les investisseurs. Mais à Wall Street, « le ton a changé » remarque Doreen Mogavero, courtier au parquet de New York. « Il y a beaucoup d'espoir suscité par cette élection », poursuit son homologue Andrew Frankel.

Cet emballement peut surprendre. Les financiers sont d'ordinaire divisés en politique. « On vote avec le portefeuille, et les républicains offrent des réductions d'impôt souvent très appréciées par le marché », rappelle M. Frankel. Et à Wall Street personne n'ignore que M. Obama compte taxer davantage les revenus du capital.

Mais le contexte est particulier. La crise a tout bouleversé. Pour redresser la première économie mondiale, peu importe l'étiquette du président. Les investisseurs veulent « un leadership ferme et fort », note Teun Draaisma, analyste chez Morgan Stanley. Et la domination de Barack Obama dans les sondages, sa maîtrise des

sujets économiques ont rassuré. D'autant que le président élu a été moins virulent que son rival John McCain à l'encontre des « Fat Cats », les « profiteurs » de Wall Street que ce dernier a accusé tantôt d'incompétence, tantôt de corruption. Selon le sondage Hart Research Associates pour Condé Nast, en octobre, seuls 8 % des cadres financiers faisaient confiance à M. McCain, contre 18 % à M. Obama.

Les investisseurs n'oublient pas non plus que c'est sous la présidence de démocrates que le Dow Jones progresse le plus. Que c'est sous l'ère Clinton, que la Bourse de New York s'est appréciée de 226 %, contre 135 % sous Ronald Reagan (1981-1988), le meilleur score sous mandat républicain.

Après des semaines de débâcle boursière, M. Obama pourrait donc provoquer le « choc de confiance » tant attendu par le marché. « La Bourse devrait se redresser de 12 % d'ici un an », prédit M. Draaisma, grâce à la victoire d'Obama peut-être que ça ne prendra que deux semaines ! Cette mini euphorie durera-t-elle ? En dépit de cet apparent plébiscite, la plupart des investisseurs restent prudents. « Les espoirs sont souvent bien inférieurs à la réalité des faits et les changements promis ne seront pas immédiats », signale Steven Rosen, trader pour la Société générale à New York. Or la situation nécessite d'aller vite. A la crise financière s'ajoute maintenant la crise économique, la tâche est immense, les défis nombreux.

« La récession aux Etats-Unis s'aggrave, le secteur financier fait toujours l'objet de soins intensifs et le déficit budgétaire se creuse », indique Holger Schmieding, économiste chez Bank of America. « Bienvenue Mr President », conclut ce dernier. ■

CLAIRE GATINOIS

OFFRE EXCEPTIONNELLE

Jusqu'au 30 Novembre 2008

2 paires = 299 € Finsbury



22, avenue de l'Opéra - 75001 Paris
17, rue des Petits-Champs - 75001 Paris
3, rue de Rivoli - 75004 Paris
112 bis, Rue de Rennes - 75006 Paris
134, Bd Saint-Germain - 75006 Paris
14, rue de Solferino - 75008 Paris
43, avenue de Wagram - 75017 Paris
111, rue Gallieni - 92100 Boulogne

www.finsbury-shoes.com

Et Cincinnati tomba pour la troisième fois...

Cincinnati est tombée ! La seconde grande ville de l'Ohio – 332 000 habitants, 1,2 million avec son comté d'Hamilton – était un symbole. Depuis 1916, ce comté n'avait voté pour un président démocrate qu'à deux reprises : Franklin Roosevelt en 1936 et Lyndon Johnson en 1964. Mais, depuis quarante-quatre ans, elle restait fidèle au « Grand Vieux Parti » (républicain). Barack Obama

l'a emporté avec 52 % des voix contre 47 % à John McCain. Depuis vingt-quatre ans, la courbe républicaine était en baisse constante dans un comté où sont situés les sièges sociaux et les sites de production des grandes sociétés (Procter & Gamble, la division aéronautique de General Electric...). Cincinnati est un lieu symptomatique de la désindustrialisation. En vingt-cinq ans, l'usine de

moteurs d'avion GE-Snecma y est passée de 20 000 à 9 000 salariés. L'autre phénomène est démographique : les habitants plus aisés ont quitté le comté pour s'installer dans les villas spacieuses des faubourgs éloignés. Cincinnati est devenue moins riche, plus précaire, et noire à 43 % (le comté ne l'est qu'à 17 %). Crise oblige, pour la première fois en cinquante ans, la ville voit sa population augmen-

ter depuis 2007. Un phénomène lié aux difficultés de l'immobilier et à la contraction du niveau de vie. De jeunes cadres s'installent au centre-ville : les appartements y sont moins chers et un couple peut se contenter d'un seul véhicule. Rien d'étonnant à ce que Cincinnati, ville typique de l'Amérique en crise, ait donc basculé, comme tout l'Ohio. ■

S.C.

La lame de fond démocrate a emporté des bastions républicains

Barack Obama a réussi aussi bien dans les Etats de vieilles industries en proie à la crise (Ohio, Pennsylvanie) que dans ceux où sont concentrées les nouvelles technologies (Colorado, Nouveau Mexique)

WASHINGTON
ENVOYÉ SPÉCIAL

Avec 338 grands électeurs sur 538, Barack Obama en a obtenu, mardi 4 novembre, 68 de plus que la majorité requise pour être élu président des Etats-Unis. Sa victoire se range dans la catégorie des « glissements de terrain » comme on n'en avait pas connus depuis celui que Ronald Reagan avait provoqué en 1980. En outre, pour la première fois depuis Jimmy Carter, en 1976, le candidat démocrate remporte la majorité absolue des voix dans l'ensemble du pays.

La carte des Etats remportés par M. Obama, par rapport à celle des deux précédents candidats démocrates - Al Gore en 2000 et John Kerry en 2004 - justifie la stratégie qu'il avait adoptée. Il y avait une cohérence parfaite entre le discours qui avait marqué son entrée sur la scène politique nationale, à la convention démocrate de Boston en 2004, et la ligne de conduite qu'il a suivie dans sa propre campagne, quatre ans plus tard. Il a repris, mardi soir, à Chicago, les phrases qu'il avait prononcées à Boston : « Il n'y a pas des Etats rouges [républicains] et des Etats bleus [démocrates], il y a les Etats-Unis d'Amérique. » En accord avec cette conception, il a mené une offensive d'ensemble, visant aussi bien les Etats domi-

La Floride, dont Jeb Bush, frère du président, fut le gouverneur, représente un trophée de choix

nés par les républicains que ceux dominés par les démocrates. C'était d'ailleurs aussi l'idée du président du parti, Howard Dean, candidat malheureux aux primaires de 2004, qui a toujours expliqué que les démocrates ne devaient pas se laisser enfermer dans « leurs » Etats et qu'ils ne gagneraient que s'ils attaquaient les républicains au Sud et à l'Ouest. Au passage, la méthode a servi à M. Obama dans la bataille des primaires contre Hillary Clinton, qu'il a battue notamment en allant chercher des délégués dans des Etats républicains, où les démocrates étaient peu nombreux et choisissaient leurs candidats dans des « caucus » (réunions).

Le sénateur de l'Illinois l'a emporté dans les deux Etats « en balance » les plus âprement disputés en 2000 et 2004 : l'Ohio et la Floride. Le total des grands électeurs qu'il a obtenus montre qu'il aurait pu se passer de ces deux Etats, mais ils ont une importance politique particulière. L'Ohio est une de ces régions de vieille industrie où M. Obama a eu des difficultés à communiquer avec une partie de l'électorat démocrate, blanc et conservateur. Il a fini par y parvenir et il gagne à la fois dans l'Ohio et en Pennsylvanie, qui avait voté pour M. Kerry en 2004 mais avait préféré M. Clinton dans les primaires, et que John McCain lui a contestée avec acharnement. Quant à la Floride, qui a eu pour gou-

verneur Jeb Bush, frère du président, elle représente un trophée de choix.

Des Etats jusque-là ancrés à droite ont voté pour le candidat démocrate dans une partie du pays où sont concentrées les activités économiques nouvelles, qu'il s'agisse d'informatique, de haute technologie ou de biotechnologies. C'est le cas du Colorado et du Nouveau Mexique, deux Etats dont les gouverneurs sont démocrates, mais qui continuaient à voter républicain aux élections présidentielles par fidélité à un esprit de l'Ouest, opposé à l'intervention de l'Etat et méfiant vis-à-vis de Washington. Le Nouveau Mexique a d'ailleurs élu, en outre, un sénateur démocrate, membre de la vaste famille Udall (celui-là se prénomme Tom) pour remplacer Pete Domenici, grande figure de l'ouest républicain, qui se retire après 35 ans passés au Capitole.

Ces succès sont d'autant plus significatifs qu'ils se situent dans l'environnement immédiat de M. McCain et de son Arizona, point de départ de la « révolution conservatrice » annoncée, en 1964, par Barry Goldwater. Dans la même région, M. Obama emporte la Nevada, où Las Vegas est la ville des Etats-Unis qui connaît la plus forte croissance et où la préférence de l'électorat hispanique pour le candidat démocrate a fait la différence.

Dans le Midwest, M. Obama a gagné, comme prévu, l'Iowa, qui avait été la rampe de lancement de sa candidature aux primaires démocrates, en janvier. Ses autres conquêtes, au Sud, donnent à sa victoire une dimension nationale et « transpartisane » qui correspond à son message et sera utile pour sa présidence. Il a réussi à rendre le Parti démocrate attractif, ce dont témoigne l'augmentation notable du nombre des électeurs qui se sont inscrits comme démocrates pour partici-

per à ces élections (aux Etats-Unis, on peut se déclarer démocrate ou républicain pour pouvoir participer aux primaires désignant les candidats de ces partis à toutes les fonctions électives, ou indépendant si l'on ne souhaite pas s'affilier). Mais le sénateur de l'Illinois a séduit aussi beaucoup d'électeurs indépendants, qui sont souvent des républicains déçus.

Le recul général des républicains est de nature à consoler M. McCain. Il montre que le parti qui a dominé la vie politique américaine depuis sa victoire au Congrès, en 1994, alors que le démocrate Bill Clinton était président, est aujourd'hui l'objet d'un large rejet. Toutefois, les démocrates n'ont pas les 60 sièges (sur 100) qu'ils espéraient au Sénat, et leurs gains à la Chambre des représentants devraient être moindres que certains ne l'annonçaient.

La popularité de M. Obama ne rejait pas totalement sur les élus de son parti. Le jugement négatif porté par la grande majorité des Américains sur le travail du Congrès, où les démocrates sont devenus majoritaires en 2006, s'est traduit dans les urnes. Si les Américains ont cru, dans leur plus grand nombre, au « changement » promis et représenté par le candidat à la présidence, c'est parce qu'ils veulent changer, entre autres choses, les mœurs politiques de Washington. ■

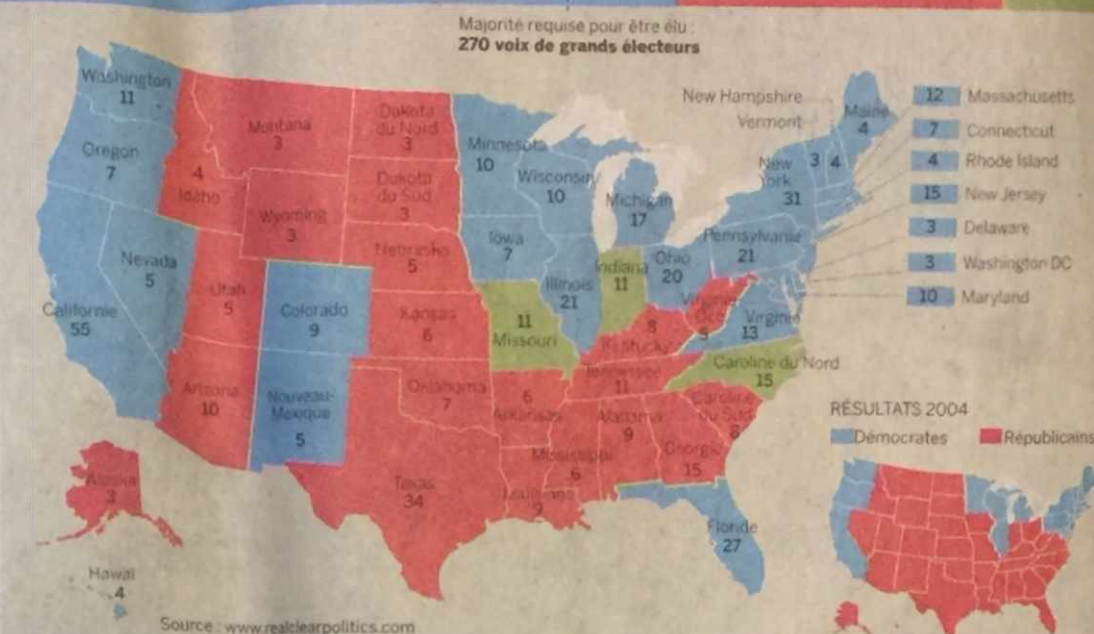
PATRICK JARREAU

Au moins sept Etats ont basculé dans le camp démocrate

Barack Obama 338 grands électeurs

John McCain 163

Résultats très serrés



Selon les dernières estimations, mercredi 5 novembre en fin de matinée, Barack Obama obtenait 52 % des voix avec 60,44 millions de votes en sa faveur, contre 47 % des voix pour John McCain (54,09 millions de votes). M. Obama gagnait 338 grands électeurs et M. McCain 163. Il en faut 270 pour être élu président.

En 2004, le républicain George Bush avait obtenu 50,7 % des voix (286 grands électeurs), le démocrate John Kerry 48,3 % (251 grands électeurs).

De 130 à 135 millions d'électeurs sont allés voter, contre 120 millions en 2004 (56,7 % des personnes en âge de voter).

Le record historique de participation de 1908 (66 %) a vraisemblablement été égalé ou battu.

L'ancien et le nouveau Congrès

► La Chambre des représentants (435 membres, entièrement renouvelés)



► Le Sénat (100 membres, 2 par Etat, renouvelés au tiers)



La nouvelle carte du Sénat

Sénateurs (2 par Etat) : 2 démocrates, 2 républicains, 1 démocrate, 1 républicain, 1 démocrate, 1 indépendant, ? Résultats non communiqués



REPÈRES

Etats-clés. Au moins sept Etats qui avaient voté républicain en 2004 ont basculé dans le camp démocrate : l'Iowa, le Nouveau-Mexique, la Floride, l'Ohio, la Virginie, le Colorado et la Nevada. Les cinq derniers étaient restés indécis jusqu'à la veille du scrutin.

Le vote des femmes. Selon les sondages « sorties des urnes », plus de la moitié des électrices (56 %) ont voté pour Barack Obama, qui a séduit 49 % de l'électorat masculin.

Le vote des Blancs. John McCain n'aurait obtenu, au niveau national, que 55 % des voix de l'électorat blanc, traditionnellement vital pour les candidats républicains. Les Blancs des Etats du Sud ont cependant été deux fois plus nombreux à voter pour le candidat républicain. Les ouvriers blancs ont voté à 58 % pour M. McCain. Un pourcentage inférieur à celui qu'avait obtenu George Bush en 2004.

Le vote des Noirs et des Hispaniques. Très courtisés par les deux candidats, les Hispaniques ont voté aux deux tiers pour M. Obama, qui s'est acquis 95 % du vote des électeurs noirs. Près d'un quart des électeurs qui se rendaient aux urnes pour la première fois étaient noirs.

Le vote des jeunes. Quelque 66 % des 18-29 ans et 53 % des 30-44 ans auraient voté pour M. Obama.

Le vote des personnes âgées. Les plus de 65 ans ont voté à 53 % pour le candidat républicain, qui espérait davantage dans cette classe d'âge.

Les gouverneurs. Onze gouverneurs sur 50 étaient soumis à renouvellement. Sept démocrates et quatre républicains ont été élus (contre six démocrates et cinq républicains sortants).

Le Missouri a basculé en élisant le démocrate Jeremiah Nixon. La Caroline du Nord a élu sa première femme gouverneur, Christine Gregoire.

Référendums : pas d'interdiction de l'avortement

PARMI les multiples référendums qui étaient organisés, mardi 4 novembre, dans les Etats américains, l'un retenait particulièrement l'attention : pour la seconde fois, dans le Dakota du Sud, les

habitants étaient appelés à se prononcer sur une proposition d'interdiction de l'avortement.

Un premier projet en ce sens avait échoué en 2006 à obtenir une majorité. Il stipulait que l'avortement serait interdit dans cet Etat, y compris pour des grossesses non souhaitées provoquées pas un viol ou un inceste.

Cette fois, ses promoteurs avaient retiré du référendum ces deux exigences. Ils n'ont pas plus réussi à imposer leur point de vue, les citoyens s'étant prononcés par le même score qu'en 2006 en sa défaveur : à 55 % contre 45 %.

Un référendum qui poursuivait le même objectif, définissant la vie comme « commençant à la conception », a été rejeté encore plus massivement au Colorado. Ces résultats ont été accueillis

avec soulagement par les partisans du « pro-choix » (« pour le choix »), favorables au maintien du droit à l'avortement, qui a été reconnu aux Etats-Unis par une décision de la Cour suprême en 1973.

Parmi les autres projets soumis au vote, celui légalisant l'usage de la marijuana à des fins thérapeutiques a été adopté dans deux Etats. Dans le Michigan, les citoyens enregistrés pour des affections chroniques auprès des services de santé pourraient en acheter ou en cultiver de petites quantités pour lutter contre la douleur, la perte d'appétit, la nausée et d'autres symptômes.

Au Massachusetts, la possession de moins d'une once (28,35 grammes) ne sera plus pénalisée. - (AP.) ■

Deux ex-Etats « sudistes » ont voté Obama

WASHINGTON

ENVOYÉ SPÉCIAL

La Virginie, dont la capitale, Richmond, était celle des Etats confédérés pendant la guerre de Sécession (1861-1865), a voté pour Barack Obama. Au moins deux Etats qui furent sudistes, c'est-à-dire esclavagistes, il y a un siècle et demi, et qui ont été marqués par la ségrégation jusqu'aux années 1960, ont apporté leurs voix au premier candidat africain-américain à la présidence des Etats-Unis. Il s'agit, de la Virginie et de la Floride. Les résultats en Caroline du Nord étaient très serrés, mercredi en fin de matinée.

Aucun Etat du Sud n'avait voté démocrate aux élections présidentielles de 2000 et de 2004. Bill Clinton l'avait emporté dans quatre d'entre eux en 1996, ce qui

était peu compte tenu de sa large victoire sur le républicain Bob Dole dans le reste du pays et du fait qu'il avait été lui-même gouverneur de l'Arkansas. Ses succès dans cette région, quatre ans auparavant, étaient dus pour beaucoup à la candidature de Ross Perot, qui avait divisé l'électorat de droite.

La victoire de M. Obama a été nette en Virginie, avec 52 % des voix. Le candidat démocrate au Sénat l'a emporté aussi dans cet Etat, dont l'autre sénateur et le gouverneur, élus en 2006, sont également membres de ce parti. Le basculement de cet Etat s'explique notamment par le développement de sa zone suburbaine du Nord, qui fait partie de la banlieue de Washington. Un porte-parole de John McCain avait d'ailleurs

déclaré, pendant la campagne, que « la Virginie réelle » restait favorable au candidat républicain. Il entendait par là le sud de l'Etat, plus rural et conservateur. En fait, la ville de Richmond, dont une partie de la population souffre de la pauvreté, vote démocrate.

En Caroline du Nord, la sénatrice sortante, Elizabeth Dole, épouse de Bob Dole, subit une défaite cinglante.

M. Obama espérait obtenir, en Floride, la revanche qu'attendait tous les démocrates après l'épisode de 2000. Sa nette victoire, dans le quatrième Etat de l'Union, témoigne de l'adhésion qu'il a suscitée non seulement dans la population noire, mais aussi chez les électeurs hispaniques. ■

P.J.

BACHELIERS 2008

► PRÉPAREZ SCIENCES Po EN 1 SEMESTRE (ANCIEN - MAJ)

► ET INTÉGREZ LES IEP

ISTH
01 42 24 10 72
www.isth.fr

Les « Latinos » votent à nouveau démocrate

NEW YORK

CORRESPONDANT

On disait qu'ils avaient abandonné les démocrates pour faire élire puis réélire George Bush. Ils sont revenus au bercail. Les « Latinos » – Américains d'origine hispanique – (15 % de la population aux Etats-Unis) ont voté massivement pour Barack Obama.

On disait aussi, durant les primaires, qu'ils étaient sensibles à la question raciale, qu'un candidat noir aurait du mal à emporter leurs suffrages. Il n'en a rien été : au Nouveau-Mexique, au Nevada et en Californie, mais aussi au Texas et en Arizona, où Obama a été battu sur un score honorable, tout le long de cette frontière mexicaine où un mur est par endroits érigé, les Latinos ont voté pour le « candidat noir » en grande majorité. Même en Floride, la troisième génération d'immigrés cubains a tourné la page de son hostilité envers les démocrates.

A quelques heures de la clôture du scrutin, quand on avait demandé son pronostic à l'étudiante new-yorkaise Odalys Febres, 20 ans, elle s'était esclaffée comme devant une question incongrue : « C'est fait, ficelé ! » On était devant l'école 108, à Spanish Harlem, l'un des quartiers pauvres de Manhattan, à New York. Un quartier hispanique, à la population en majorité d'origine mexicaine.

Sur les murs des bureaux de vote dans l'école primaire 108 et au collège Jackie-Robinson, de grands panneaux indiquent en espagnol *Vota Aquí*, « Votez ici ! ».

A la sortie des urnes, les confidences de ceux qui viennent de voter sont édifiantes : pas une seule personne ne dit avoir opté pour John McCain. Jeunes en quantité impressionnante, vieux, hommes, femmes, pas un seul. Ces Hispaniques de Manhattan se sont unani-

mement prononcés pour Barack Obama. Restée à l'école 108, toute la journée, comme traductrice bénévole, Odalys ne les y a pas aidés : elle n'en avait pas le droit ; pas besoin, non plus.

« Un gosse d'immigré »

Melisa Phipps, 27 ans, enseignante originaire de Saint-Domingue, a voté, dit-elle, « d'abord pour en finir avec la guerre ». Ensuite, pour un candidat qui « créera des emplois et arrêtera les délocalisations ». Pedro Miguel Garcia, un Mexicain de 47 ans, agent d'entretien, arrivé ici il y a dix-sept ans mais parlant toujours un anglais hésitant, expose son choix plus simplement : « Entre McCain et un gosse d'immigré, à votre avis, lequel sera plus compréhensif à notre égard ? » Lui regrette que la question de l'immigration n'ait pas suscité plus d'attention durant la campagne.

Assistante sociale, Socorro Busigo-Cintrón, 57 ans, née de parents portoricains, trouve au contraire que c'est bien mieux comme ça. Le sujet de l'immigration est un sujet épineux. « En période de crise économique, les immigrés sont toujours stigmatisés, dit-elle. Avoir exclu ce thème du débat politique a donc été bienvenu de la part des deux candidats. Sinon, on aurait entendu des choses très négatives. » Socorro a voté Obama parce qu'il est « jeune, brillant et, surtout, il a l'air honnête ». « L'honnêteté en politique, c'est ce que l'on n'a pas eu durant huit ans. » Et puis, « il regardera les immigrants avec un esprit plus compassionnel ».

Tard mardi 4 novembre, dès la confirmation de la victoire, ce fut, dans les rues de Spanish Harlem, la même explosion de joie, les mêmes pleurs d'émotion que dans le quartier limitrophe, Harlem, l'ancien « ghetto noir ». ■ S.C.

Défaite historique des républicains dans l'Ohio

COLUMBUS (Ohio)

ENVOYÉ SPÉCIAL

La nouvelle est tombée peu avant 10 heures et accueillie par un déluge de cris et de klaxons devant l'Hôtel Renaissance, le bien-nommé, que le Parti démocrate de l'Ohio avait décidé d'investir, ce mardi 4 novembre, pour sa soirée électorale à Columbus. Avec 51,33 % des voix, le candidat démocrate, Barack Obama, devance dans cet Etat son adversaire, John McCain, de 200 000 voix, selon des résultats non définitifs. Une victoire synonyme d'accession à la Maison Blanche pour tous les présents.

Il faut remonter à l'élection de 1964, remportée par Lyndon Johnson, pour voir un candidat démocrate à la présidentielle décrocher cet « Etat-clé » avec un score dépassant la barre des 50 %. C'est dire si le sénateur de l'Illinois a su ratisser large auprès d'un électeur qui avait pourtant voté, ici, George Bush en 2000 et 2004.

La venue de Sarah Palin encore lundi et la pluie de publicités particulièrement agressives du Parti républicain diffusées sur la chaîne locale 10 TV en ce jour de vote n'auront donc pas suffi à faire pencher l'Ohio en faveur de John McCain. « Nous avons dû nous battre contre une des meilleures campagnes jamais organisées dans toute l'histoire de l'Ohio », a reconnu Bob Benneth, responsable du parti local devant un public clairsemé et quasiment muet présent à l'Hôtel Hyatt, situé à trois pâtés de maisons de là.

Avec près de 70 % de votants, la participation a atteint un de ses scores les plus élevés depuis les années 1970. Plus de cinq millions de personnes se sont déplacées pour voter ou l'ont fait par courrier. En 2005, quelques mois

après l'élection présidentielle qui avait été entachée de fraude, les autorités de l'Etat ont autorisé le vote anticipé sans présentation de justificatif. Résultats, un demi-million d'électeurs avaient voté avant ce 4 novembre.

« Sale année pour le parti »

La journée électorale s'est déroulée dans le calme. Juste quelques machines électroniques à écran tactile en panne ou des adresses incomplètes à signaler.

Un recours en justice a été toutefois émis par les républicains en début de journée au sujet des bulletins de vote provisoires (*provisional ballots*) que les électeurs sont autorisés à déposer au cas où leur inscription sur les listes s'avérerait momentanément problématique. Une action sans conséquence au vu des résultats, affirme un spécialiste proche de l'entourage de la secrétaire d'Etat Jennifer Brunner.

« C'est une sale année pour le parti », avance Nathan Burd. Chargé de la campagne des républicains, il admet, dans cette salle désormais pratiquement vide de l'hôtel, qu'il s'attendait à un tel résultat : « Barack Obama a fait quelque chose d'incroyable. A nous de rebondir et de réorganiser le parti. »

Dehors, Michael, 65 ans, s'apprête à rentrer chez lui. Ancien combattant du Vietnam, cet électeur enregistré comme républicain sur les registres électoraux dit n'avoir voté pour aucun des deux candidats. « Je n'ai pas pu me décider pour McCain, avoue-t-il. Il a voté pour l'aide économique d'urgence de 700 milliards de dollars. Surtout, il n'a eu de cesse de critiquer Bush. Cela ne se fait pas. » A cette heure tardive, les démocrates, eux, n'en avaient pas fini de faire la fête. ■

NICOLAS BOURCIER

SUPPORTEURS DE BARACK OBAMA À CHICAGO



STAN HONDA/AFP

Des partisans du futur président des Etats-Unis, le démocrate Barack Obama, écoutent, émus, le discours de victoire de leur candidat,

à Chicago. Des centaines de milliers de personnes étaient rassemblées à Grant Park, dans la ville de l'Illinois fief de M. Obama.

MARITHÉ FRANÇOIS GIRBAUD

NO MORE SEASONS*
www.girbaud.com

CHANGE**
FOR A BETTER CLIMATE

Les changements climatiques peuvent avoir du bon
Il y a plus de saisons

65 000 personnes s'étaient rassemblées dans le fief de Barack Obama pour attendre les résultats. A l'annonce de sa victoire, une immense clameur s'est élevée au-dessus de la ville

Ce soir-là à Chicago, Noirs et Blancs réunis

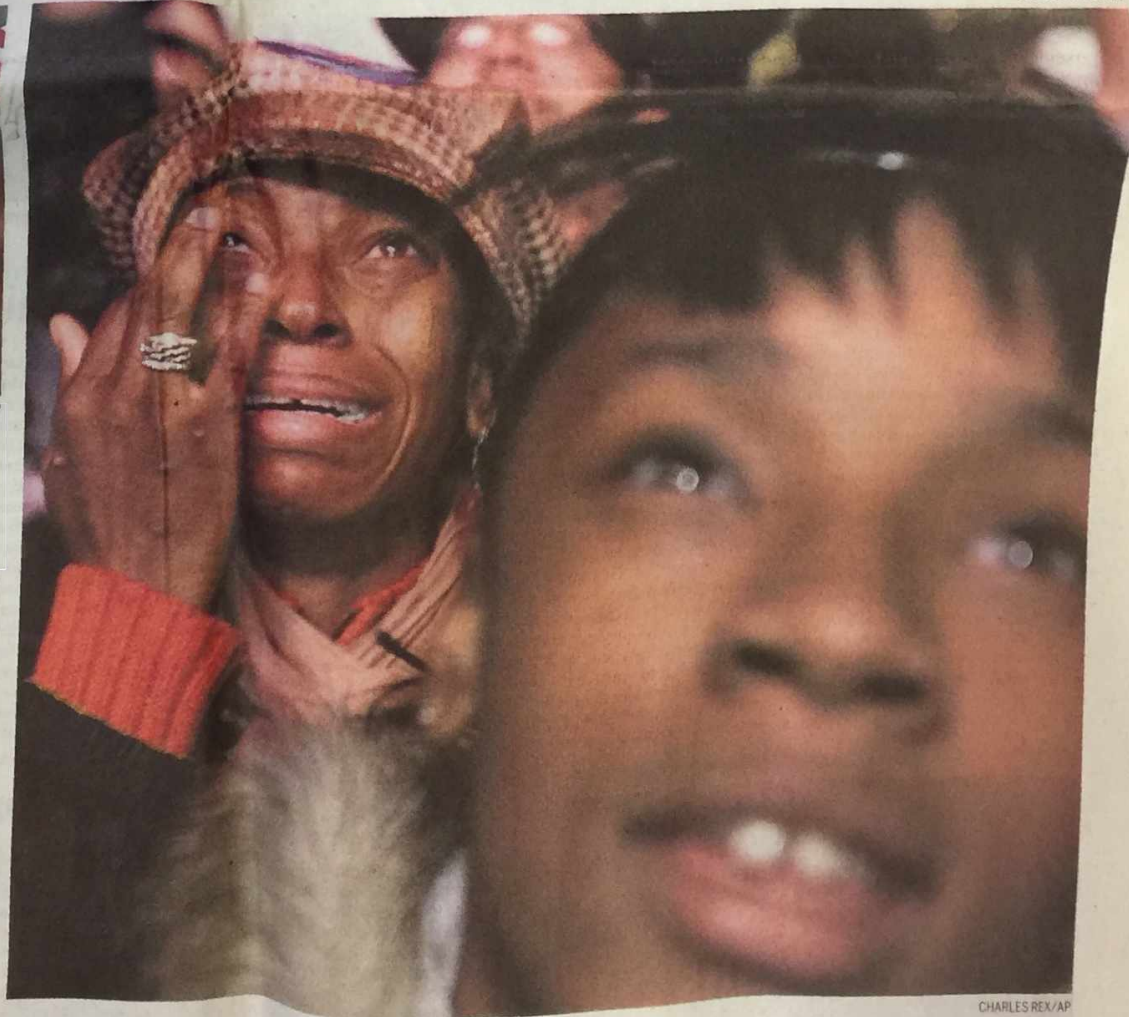


JEWEL SAMAD/AFP

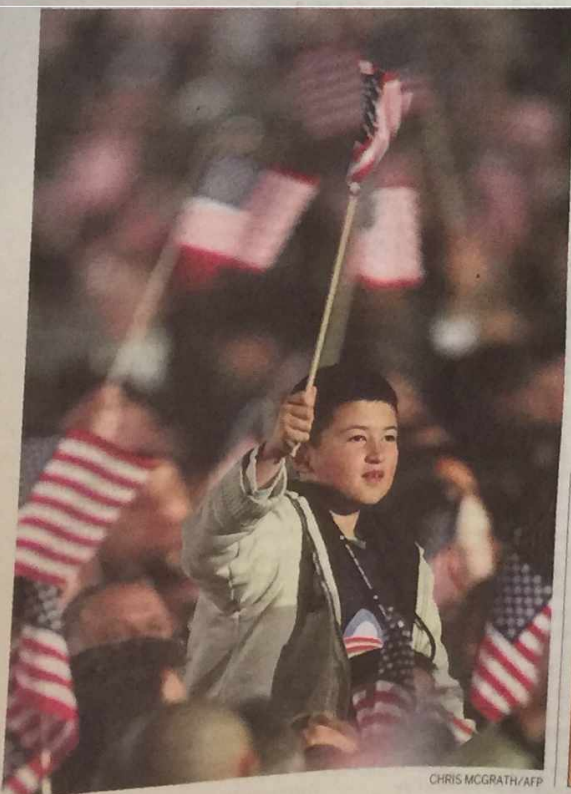


JOE RAEDLE/GUETTY IMAGES/AFP

Des milliers de drapeaux américains flottent au-dessus de la foule réunie, mardi soir 4 novembre, à Grant Park, au bord du lac Michigan, dans le centre de Chicago. A l'annonce de la victoire de Barack Obama, le révérend Jesse Jackson (ci-dessus), défenseur des droits civiques de la communauté noire américaine et candidat démocrate en 1984, 1988 et 2004, ne peut retenir ses larmes.



CHARLES REX/AP



CHRIS MCGRATH/AFP

meubles
Decor Actuel

Structurez
Autant que vous voulez...

Empilez

Modulez

Montage facile

Des plans, et des solutions évolutives.
Des matériaux purs et traditionnels.
Neuf couleurs, trois formats.

Classique
ou moderne.
Bois massif.

80, rue Claude-Bernard
75005 PARIS
Tél. : 01.45.35.08.69
www.decoractuel.com

La gestion de la crise économique ne peut pas attendre l'investiture

Barack Obama devrait désigner rapidement un certain nombre de personnes aux postes clés, chargées d'assurer la transition

WASHINGTON
ENVOYÉ SPÉCIAL

Alors que les Etats-Unis mènent deux guerres, en Irak et en Afghanistan, et sont menacés d'une dépression économique, le nouveau président peut-il attendre 77 jours – temps séparant l'élection du 4 novembre de l'inauguration du 20 janvier – pour prendre des décisions ? Le sortant, George Bush, dont le niveau d'approbation, dans les sondages, est le plus bas jamais enregistré, peut-il rester seul à agir ? Tout en continuant à dire qu'il ne peut y avoir « qu'un président à la fois », Barack Obama a reconnu, le 29 octobre, sur la chaîne ABC, que les électeurs sont en droit d'attendre que l'élu « se mette en route rapidement ».

Le démocrate Christopher Dodd, qui préside la commission bancaire du Sénat et a été l'un des artisans du plan de sauvetage des banques, conseille à M. Obama de désigner rapidement son secrétaire au Trésor. Celui-ci ne pourrait pas exercer la fonction avant que le président lui-même ait entamé son mandat et que le Sénat ait confirmé ses nominations, mais il serait en mesure d'orienter les décisions du gouvernement sortant dans la gestion de la crise financière.

Le ministre des finances actuel, Henry Paulson, a fait savoir que ses adjoints s'étaient engagés à rester à leurs postes jusqu'au 20 janvier.

Cesera le cas, notamment, de Neel Kashkari, chargé d'administrer les fonds de 700 milliards de dollars (539 milliards d'euros) voté par le Congrès pour sauver le système bancaire du naufrage. Si M. Obama désignait son successeur, il pourrait être intégré dans l'équipe.

L'autre dossier urgent relevant du secrétariat au Trésor est l'éventualité d'un nouveau plan de soutien à l'économie. Le sénateur Charles Schumer, président de la commission économique conjointe du Sénat et de la Chambre des représentants, estime que le Congrès, qui arrive en fin de mandat, devrait se réunir dès ce mois-ci pour voter un premier train de mesures. M. Obama est favorable à un plan de 175 milliards de dollars (135 milliards d'euros), compre-

nant des travaux d'infrastructure et des remboursements d'impôts pour les ménages. Le problème est que George Bush est opposé à un nouveau plan de soutien, après celui déjà adopté.

La menace d'une dépression économique crée une situation inédite pour le président élu et pour les dirigeants démocrates du Congrès. En 1932, quand Franklin Roosevelt avait remporté l'élection présidentielle contre le président républicain, Herbert Hoover, ce dernier lui avait proposé de participer aux décisions qu'il fallait prendre pour faire face à la crise économique pendant la période de transition. Le démocrate avait refusé de partager la responsabilité de la politique de son adversaire. M. Obama se trouve dans une situation similaire. Il n'a pas dévoilé ses intentions, sinon pour laisser entendre qu'il ne participera pas au sommet international organisé par M. Bush, le 15 novembre, à la demande des dirigeants européens.

L'un des enjeux importants des élections était le Sénat, où les démocrates espéraient atteindre les soixante sièges, sur cent, qui les mettraient à l'abri d'une obstruction républicaine. L'obstruction avait été utilisée efficacement par les sénateurs républicains, en 1993, pour faire échouer le plan de création d'une assurance maladie universelle que Bill Clinton avait confié à son épouse, Hillary Clinton. Faute de disposer d'une majorité aussi ample, M. Obama devra tenter de composer avec les républicains modérés.

L'entrée au gouvernement de Chuck Hagel, qui n'a pas sollicité le renouvellement de son mandat de sénateur du Nebraska, pourrait donner au président un lien avec cette composante du Parti républicain, que représente aussi le général Colin Powell, ancien secrétaire d'Etat.

La majorité renforcée des démocrates au Sénat et à la Chambre des représentants peut limiter la liberté d'action du président, en l'obligeant à tenir compte de la volonté des responsables parlementaires, avec un avantage possible pour les plus dogmatiques. M. Obama a expliqué, dans des entretiens avec des journalistes, qu'il avait mené sa campagne avec l'objectif de gagner, bien sûr, mais aussi avec le souci de construire un leadership. Celui-ci va être très vite mis à l'épreuve par la situation économique et par les choix qu'elle va l'obliger à faire avant même d'entrer à la Maison Blanche.

PATRICK JARREAU

LIESSE AU KENYA POUR L'ÉLECTION DE L'« ENFANT DU PAYS »



MATT DUNHAM/AP

Dans le village de Kogelo, au Kenya, où vit la grand-mère paternelle de Barack Obama, des membres de la famille élargie du président élu suivent les résultats de l'élection présidentielle américaine, mercredi matin 5 novembre. Le président kenyan,

Mwai Kibaki, a décrété jeudi jour férié « afin de permettre aux Kényans de célébrer l'exploit historique du sénateur Obama ». « La victoire du sénateur Obama est la victoire de notre pays, en raison de ses racines, ici au Kenya », a commenté M. Kibaki.

La transition entre administrations, une étape cruciale

WASHINGTON
ENVOYÉ SPÉCIAL

Les deux candidats avaient désigné depuis longtemps des équipes chargées de préparer la transition entre l'administration de George Bush, qui prendra fin formellement le 20 janvier 2009, et celle du nouveau président. Dans un système sans haute fonction publique comparable à celle qui existe en France, le passage d'une présidence à la suivante est complexe. La situation militaire et économique rend l'exercice particulièrement délicat cette année.

M. Bush, qui avait pris des dispositions très tôt, en 2000, pour préparer son entrée en fonction, a veillé à ce que les agences gouvernementales se préparent à la passation de pouvoir. Il a chargé un de ses collaborateurs, Clay Johnson, qui avait travaillé à la transition de 2000, de superviser celle de 2008. Il a inscrit une ligne de crédits au budget de la Maison Blanche pour permettre au nouvel élu de recruter du personnel et de disposer de bureaux avant de prendre possession des locaux officiels. L'administration générale des services a libéré ou loué des locaux pour 500 personnes. Au secrétariat au Trésor, le ministre, Henry

Paulson, a prévu des bureaux où pourra s'installer une équipe nommée par le président élu.

Un nouveau président doit pourvoir 7 000 postes à Washington. Il renomme, pour une part, les collaborateurs de la précédente administration, quand ils sont désireux de poursuivre leur tâche. Mais, pour l'essentiel, le *spoils system* (système des dépouilles) fait que les responsables des ministères et des agences gouvernementales relèvent de nominations politiques et ne sortent que rarement des rangs de la fonction publique, sur laquelle ils ont autorité. Leur recrutement et leur examen avant embauche requièrent un travail énorme, pas toujours accompli avec tout le soin souhaitable.

Les pièges de l'inexpérience

Quoi qu'il en soit, la nouvelle administration n'est en général pas au complet avant plusieurs mois. Les débuts de la présidence de Bill Clinton, en 1993, avaient connu des ratés dus notamment à l'incompétence de certains collaborateurs ou au retard avec lequel ils avaient été nommés.

Même si les candidats font appel à des

conseillers ayant exercé des fonctions lorsque leur parti était au pouvoir, l'inexpérience recèle de nombreux pièges. Un groupe d'universitaires et d'anciens collaborateurs du gouvernement a créé, en 1997, le White House Transition Project, organisme indépendant destiné à assister les candidats des deux partis avant l'élection, puis le vainqueur.

Le candidat démocrate a confié la préparation de la transition et le recrutement des collaborateurs de son futur gouvernement à une équipe dirigée par John Podesta, secrétaire général de la Maison Blanche auprès de M. Clinton de 1998 à 2001 et aujourd'hui président du Center for American Progress, un centre de réflexion de gauche.

Passer de l'organisation et de l'état d'esprit d'une campagne à la mise en place d'un gouvernement est une opération à haut risque. Les dévouements en quête de récompense sont nombreux, de même que les offres de services intéressées. Les spécialistes estiment que le président sortant et son successeur sont conscients de ne pas avoir droit à l'erreur.

P.J.

Guantanamo, crise financière, Irak... : les dossiers qui attendent le président

NEW YORK
CORRESPONDANT

Le nouveau président a l'intention, a-t-il répété, de prendre durant sa première année de mandat une série de décisions et d'initiatives « spectaculaires ».

Il devrait ainsi, dans les cent jours après sa prise de fonction, le 20 janvier, prononcer une « adresse au monde islamique » destinée à faire améliorer la relation actuelle et à écarter toute idée de « choc des civilisations ».

Mais ses décisions seront enserrées dans un étai dont les deux pressions sont l'impact de la crise économique et la mise en œuvre de promesses coûteuses, alors que le déficit public américain avoisinera les 1 000 milliards de dollars.

L'économie. Interrogé lors du deuxième débat présidentiel télévisé sur sa « priorité », Barack Obama avait répondu : « L'énergie, parce que c'est aussi l'emploi. » Mais quel sera le rythme d'application de son objectif : créer 5 millions d'emplois verts en dix ans ?

Ses décisions dépendront de la dimension de la crise économique, les pronostics étant moroses. Si les banques rechignent toujours à desserrer le crédit, M. Obama et un Congrès démocrate acquis à sa cause devraient rapidement adopter un second « plan d'urgence » (après le plan Bush

de 153 milliards de dollars annoncé en mars), destiné en priorité aux emprunteurs insolubles et aux chômeurs – si ce plan n'est pas signé par M. Bush avant son départ.

Si les suppressions d'emplois s'accroissent, M. Obama devrait augmenter rapidement le niveau de l'indemnisation chômage, plutôt que sa durée.

Les experts parient que des mesures concernant l'éducation, surtout les crédits au secteur primaire, auxquels M. Obama tient beaucoup, seront présentées avant celles touchant à la réforme de l'assurance-santé, qui se heurtera à plus de difficultés du côté des laboratoires pharmaceutiques et des assurances médicales. M. Obama dotera certainement la Réserve fédérale (Fed, banque centrale américaine) de pouvoirs étendus et redéfinira le fonctionnement de la SEC (le régulateur des marchés), très critiquée durant la crise financière.

De même, selon ses conseillers, il va renforcer les pouvoirs de certaines grandes agences existantes. La Federal Deposit Insurance Corp. (FDIC, agence fédérale de garantie des dépôts bancaires) pourrait ainsi voir son champ d'action et ses moyens accrus.

Autre enjeu majeur, la fiscalité : M. Obama a promis de la réduire « pour 95 % » des Américains. Or 32 % d'entre eux, les plus néces-

seux, sont exonérés de l'impôt sur le revenu. Son entourage estime que, vu la situation économique, cette promesse devra être reportée à de meilleurs jours ; peut-être même le niveau d'imposition revu à la hausse.

Le budget militaire. Le Pentagone savait que son prochain budget serait difficile à établir, quel que soit l'élu. Il revendique son maintien au niveau actuel, ajusté à l'inflation. Mais, même en ce cas, le Pentagone devrait renoncer à certains de ses projets, parmi lesquels on cite le nouveau système de missiles de défense ou son nouvel avion de combat.

Avec la crise, la probabilité a augmenté de voir ce budget réduit. Barney Frank, président démocrate de la commission des finances de la Chambre, a évoqué jusqu'à 25 % de coupes claires. C'est un des dossiers sur lesquels M. Obama devra se prononcer rapidement.

L'Irak. M. Obama entend retirer l'essentiel des troupes américaines en seize mois, d'ici à la fin juillet 2010, pour ne maintenir en Irak que des forces chargées de la lutte antiterroriste.

Il fera de cet objectif une priorité. Un retrait d'Irak serait précédé d'une négociation « globale » impliquant ses voisins, Iran inclus selon l'état des négociations menées avec la République islamique.

L'Iran. Convaincu que seule une offre politique peut faire renoncer Téhéran à l'arme nucléaire, M. Obama entend engager une « diplomatie active » en ce sens. Avec quelle « offre » ? La reconnaissance de son régime incluant son intégration dans le concert des nations et un abandon américain de toute velléité de l'abattre – en contrepartie d'un renoncement iranien absolu et vérifiable à l'arme atomique.

Dans une lettre adressée au nouvel élu (Newsweek du 3 novembre), Richard Haass, président du Council on Foreign Relations, lui écrivait : « Si l'Iran continue ses efforts pour enrichir l'uranium, tôt ou tard vous serez confronté au choix de l'attaquer (ou de donner un feu vert aux Israéliens) ou de vivre avec un Iran nucléaire. »

L'Afghanistan. « On ne pourra pas tout faire avec moins d'argent », déclarait, lundi 3 novembre, un responsable du Pentagone au New York Times.

M. Obama considère que l'axe afghano-pakistanaï est le cœur de tous les dangers. Il estime que la sortie d'Irak permettrait de récupérer 10 milliards de dollars par mois. Mais ce ne serait pas immédiat, et l'entretien d'un soldat sur le sol afghan est une fois et demie supérieur à celui de son homologue en Irak. Seule certitude : M. Obama cherchera à ce que

les Européens s'engagent plus, militairement, en Afghanistan s'il y augmente le niveau des forces américaines.

Guantanamo. Lorsque, le 3 novembre, le Yéménite Ali Hamza Ahmad a été condamné à la réclusion à perpétuité par un tribunal militaire d'exception, pour « propagande », en faveur d'Al-Qaïda (il n'était accusé d'aucun crime de sang), l'Association américaine de défense des libertés civiles a jugé ce verdict « illégitime ». Elle a critiqué « un système fondamentalement défectueux » destiné à « produire des condamnations et non à rendre la justice ».

M. Obama a affirmé durant la campagne qu'il fermerait Guantanamo. Selon la CIA, 75 prisonniers, sur les 255 qui y restent incarcérés, sont passibles d'être jugés. Et une soixantaine en état d'être libérés s'ils trouvaient un pays d'accueil.

La fermeture de la prison de Guantanamo posera un problème logistique d'une envergure inédite. Qui libérer, qui maintenir en détention ? Sachant que, pour tous, le matériau frappé du sceau du secret dont dispose l'accusation inclut des dizaines de milliers de pages, mais l'on soupçonne que nombre des aveux ont été obtenus par la torture. Où placer les prisonniers, et sur quelle base les juger équitablement ?

SYLVAIN CYPEL



La défaite de M. McCain laisse le Parti républicain divisé

Les primaires avaient mis en lumière les fractures de la coalition qui avait soutenu George Bush. La crise financière a achevé d'éloigner du parti les électeurs « indépendants »

WASHINGTON
ENVOYÉ SPÉCIAL

Les républicains perdent la Maison Blanche après avoir perdu, en 2006, la majorité au Congrès. Avec un président sortant dont la popularité était au plus bas, remporter l'élection était une gageure pour n'importe quel candidat du même parti. « La route était difficile depuis le début », a observé John McCain dans le discours reconnaissant sa défaite qu'il a prononcé à Phoenix.

Mais le ressentiment des Américains envers George Bush n'explique pas, à lui seul, la réprobation dont les républicains ont souffert dans toutes les élections disputées mardi. Les primaires avaient mis au jour les dissensions du parti, dont l'aile la plus conservatrice était particulièrement hostile à M. McCain. Si elles lui ont donné finalement l'avantage, elles ont aussi révélé les lignes de fracture d'une formation durement éprouvée par l'exercice du pouvoir.

Mitt Romney, ancien gouverneur du Massachusetts, Mike Huckabee, ancien gouverneur de l'Arkansas, et Rudy Giuliani, ancien maire de New York : ces trois hommes représentaient les grandes familles réunies dans le Parti républicain. Le chef d'entreprise Romney incarnait l'establishment économique traditionnel, les « gens du country-club ». Le pasteur Huckabee plaisait à la base religieuse, surtout dans le Sud, et il a apporté à la campagne des primaires une touche de populisme révélatrice d'un nouveau climat. M. Giuliani était le plus proche du courant néoconservateur, le plus en accord avec la politique extérieure de M. Bush et le plus éloigné de ses positions sur les questions morales. M. Romney est mormon,

ce qui déplaît aux autres confessions ; M. Huckabee n'avait pas d'argent ; M. Giuliani a mené sa campagne en dépit du bon sens.

C'est ainsi que M. McCain l'a emporté sur ses rivaux. Le sénateur de l'Arizona, rival de M. Bush en 2000 et censeur vigilant de sa présidence, est apparu comme un recours à la majorité des électeurs républicains. Son passé militaire héroïque, sa lutte contre la corruption, son goût pour le « parler vrai » faisaient de lui l'incarnation d'un idéal républicain susceptible d'attirer les électeurs indépendants.

Ayant obtenu la majorité des délégués de son parti, M. McCain s'est efforcé de s'en concilier le noyau dur, qui avait une longue liste de reproches envers lui : sa coopération avec des démocrates au Sénat, sa tentative pour faire passer une réforme des lois sur l'immigration, son peu de goût pour les « guerres culturelles » sur des

A partir du 15 septembre, jour de la faillite de la banque Lehman Brothers, M. McCain a été constamment devancé dans les sondages

sujets comme l'avortement ou le mariage homosexuel. Quand le sénateur de l'Arizona s'est adressé à la Conférence pour l'action politique conservatrice, en février, il a été hué. Pour rallier ses opposants, il a choisi Sarah Palin, gouverneure de l'Alaska. Cette incon-

nue, attachée à un conservatisme à la fois religieux, moral et national, a divisé l'électorat républicain plutôt qu'elle ne l'a rassemblé.

Sanctionné aux élections intermédiaires de 2006, à la fois pour la guerre en Irak, les dégâts provoqués par l'ouragan Katrina à La Nouvelle-Orléans et les affaires de corruption impliquant notamment le lobbyiste Jack Abramoff, le Parti républicain a payé en outre, en 2008, la crise des établissements financiers de Wall Street.

Le 15 septembre, jour de la faillite de la banque Lehman Brothers, M. McCain a déclaré : « Les fondamentaux de l'économie sont solides. » A partir de ce jour, il a été constamment devancé par Barack Obama dans les sondages. Sa capacité à affronter des crises internationales, qu'il avait mise en avant avec un certain succès face à son concurrent démocrate, a été éclipsée par ce qui est apparu

comme de l'incompétence et de l'aveuglement devant la menace d'une dépression économique de grande ampleur.

Battu, le Parti républicain apparaît divisé. La synthèse qui s'était opérée en 2000, autour de M. Bush, ne tient plus. Beaucoup de députés républicains ont rejeté, dans un premier temps, le plan de sauvetage des banques présenté par Henry Paulson, secrétaire au Trésor de M. Bush. Un populisme dirigé contre l'Etat fédéral et contre les banques s'est développé dans les rangs du parti.

Le succès de M. Palin dans les secteurs les plus conservateurs la fait considérer par eux comme le leader naturel du parti pour les années à venir et, particulièrement, pour l'élection présidentielle de 2012. M. McCain a eu des paroles aimables, mardi, pour l'ambition de son ex-colistère, mais la capacité de celle-ci à rassembler un jour la majorité des Américains paraît aujourd'hui, pour le moins, incertaine. ■

PATRICK JARREAU

L'arme Sarah Palin, qui devait remotiver les troupes, s'est révélée à double tranchant

COLUMBUS (OHIO)
ENVOYÉ SPÉCIAL

John McCain avait peu de chances de l'emporter sans elle. Mais il a très probablement perdu à cause d'elle. C'est la leçon du pari tenté par le candidat républicain en nommant à ses côtés, le 29 août, la jeune gouverneure de l'Alaska, Sarah Palin, alors quasiment inconnue. Elle devait être l'arme des républicains pour réussir à remotiver les troupes et contrer l'enthousiasme suscité par la campagne de Barack Obama. Une arme à double tranchant, qui s'est retournée contre John McCain, alors que le candidat républicain ne faisait pas preuve lui-même d'un grand sens tactique.

Le choix de Sarah Palin a rassemblé autour de John McCain des électeurs dont il n'avait pas forcément le soutien : les républicains conservateurs, qui représentent entre 15 % et 25 % de l'électorat américain, et parmi lesquels on compte les chrétiens évangéliques. Ceux-là mêmes qui reprochaient au sénateur de l'Arizona d'avoir approuvé la

recherche génétique sur les cellules-souches, de s'être opposé à des réductions d'impôts accordées par George Bush et d'avoir qualifié, en 2000, les dirigeants de la droite chrétienne d'« agents de l'intolérance ».

Quête impossible

Sarah Palin a séduit les conservateurs « parce qu'elle est contre l'avortement, qu'elle possède la réputation d'être capable d'entreprendre des réformes et qu'elle affiche un dédain pour les élites culturelles et médiatiques », avance Mark Caleb Smith, directeur des études politiques de l'université de Cedarville, dans l'Ohio. Selon lui, elle a séduit les républicains avec cette capacité de sortir des sentiers battus : « Elle est la première véritable outsider depuis Ronald Reagan », dit-il.

Avec un talent oratoire reconnu, elle a électrisé les foules, souvent plus nombreuses à ses meetings qu'à ceux de John McCain. Elle a su aussi renvoyer l'image d'une candidate politiquement incorrecte et capable de rendre

aux élites progressistes ce qu'elles avaient fait subir aux conservateurs pendant des décennies : moquerie et dénigrement.

Toutefois, cette fraîcheur politique n'a pas convaincu. Parmi les républicains modérés, de nombreuses voix se sont élevées pour mettre en doute sa capacité à assumer la présidence en cas de défaillance de M. McCain, âgé de 72 ans. Ses rares entretiens télévisés auront été, de ce point de vue, dévastateurs.

Le choix de Sarah Palin a également empêché John McCain de s'attaquer à l'inexpérience supposée de Barack Obama. Or celle-ci était peut-être de nature à pousser un certain nombre d'électeurs modérés, indépendants et même démocrates vers le candidat républicain. La foi et le conservatisme moral de Sarah Palin ont enfin rendu impossible la quête d'électeurs au centre de l'échiquier politique, indispensables pour remporter une élection présidentielle. Au lieu d'élargir la base, elle a resserré les rangs. ■

NICOLAS BOURCIER

Je suis Jacques qui repère à Paris une usure sur le pneu avant gauche et envoie aussitôt la demande d'intervention. Je suis Emmanuel qui réceptionne à Marseille le nouveau pneu et Géraldine qui peut facturer dans la foulée. Je suis 190 Assistants Technique et Service sur le terrain qui transmettent des infos en temps réel à toute l'entreprise avec Business Everywhere. Je suis Paul, responsable de compte chez Michelin et mes clients poids lourds peuvent rouler en toute sécurité.

Orange a équipé les 190 Assistants Technique et Service de la Division Poids Lourds Michelin de cartes 3G Business Everywhere. Où qu'ils soient, ils ont accès à toutes les données de leur entreprise et communiquent en temps réel avec leurs interlocuteurs grâce à leur PC portable, sans fil et en haut débit. Et naturellement, ce sont leurs clients qui en profitent.

www.orange-business.com

VERBATIM

John McCain : « Je comprends la signification particulière de cette élection »

« Le peuple américain a parlé, et il a parlé clairement. Il y a un instant, j'ai eu l'honneur d'appeler le sénateur Barack Obama pour le féliciter d'avoir été élu président de ce pays que nous chérissons tous les deux (...). C'est une élection historique et je comprends la signification particulière qu'elle peut revêtir pour les Africains-Américains, ainsi que la fierté qui doit être la leur ce soir. J'ai toujours cru que l'Amérique pouvait offrir sa chance à celui qui est prêt à la saisir. Le sénateur Obama le croit également. Mais nous savons tous les deux que, même si nous avons fait un long chemin depuis les injustices anciennes qui ont entaché par le passé la réputation de notre nation et qui ont empêché des Américains de jouir pleinement de leur citoyenneté, leur mémoire reste une blessure. Il y a un siècle, l'invitation à dîner à la Maison Blanche lancée par le président Theodore Roosevelt [modèle politique de John McCain] à Booker T. Washington [un ancien esclave devenu porte-parole de la communauté noire américaine, premier Noir à être invité à la Maison Blanche] avait été considé-

ré comme un outrage dans certains cercles. L'Amérique d'aujourd'hui est à des années-lumière de l'intolérance cruelle et abominable de cette époque. Il n'y a pas de meilleure preuve à cela que l'élection d'un Africain-Américain à la présidence des Etats-Unis. Il n'y a plus aucune raison maintenant pour les Américains de ne pas chérir leur citoyenneté, celle de la plus grande nation au monde (...). Ces temps sont difficiles pour notre pays. Et je promets ce soir [à M. Obama] de faire tout ce qui est en mon pouvoir pour l'aider à nous faire traverser les épreuves qui nous attendent. Je demande à tous les Américains, à tous les Américains qui m'ont soutenu, non seulement de se joindre à moi pour féliciter [le sénateur Obama] mais également pour offrir à notre futur président notre bonne volonté et notre détermination pour parvenir aux compromis nécessaires afin d'aider à restaurer notre prospérité, de défendre notre pays dans un monde dangereux et de laisser à nos enfants et à nos petits-enfants un pays meilleur et plus fort que celui que nous avons reçu en héritage (...). »

together we can do more.
* plus loin ensemble

Business Services
orange

L'espoir d'une nouvelle ère dans les relations internationales

De l'offre d'une relation renouvelée avec l'Europe à un optimisme prudent en Iran, l'arrivée à la Maison Blanche de l'administration Obama doit clore l'ère Bush

Le monde avait les yeux fixés sur l'élection américaine. Dès la confirmation de la victoire de Barack Obama, les messages de félicitations ont été diffusés sur tous les continents. L'espoir d'une nouvelle ère dans les relations entre les Etats-Unis et le reste de la planète, après huit ans d'administration Bush, domine nettement.

Union européenne. Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a appelé de ses vœux un « engagement renouvelé » entre l'Europe et les Etats-Unis. « Nous devons transformer la crise actuelle en opportunité. Nous avons besoin d'un "New Deal" pour un nouveau monde. J'espère sincèrement que sous la direction du président Obama, les Etats-Unis rejoindront leurs forces à l'Europe pour mener à ce "New Deal", pour le bénéfice de nos sociétés et du monde entier », a-t-il déclaré.

Le premier ministre britannique, Gordon Brown, a félicité M. Obama pour « une campagne inspirée, une politique stimulante avec des valeurs progressistes et sa vision pour l'avenir ». Le ministre allemand des affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, s'est réjoui du « changement » décidé par le peuple américain. Cité par le magazine *Time*, l'ancien président tchèque, Vaclav Havel, a estimé qu'« un vent frais va souffler dans l'air de Washington ».

Iran. L'élection de Barack Obama est une « occasion et un test pour l'Amérique et le monde », a déclaré le député conservateur iranien Hamid-Reza Haji-Babaie,

membre du bureau de la présidence du Parlement. Pour Ali Aghamohammadi, proche conseiller du Guide de la révolution iranienne, l'ayatollah Ali Khamenei, « il y a moyen d'améliorer les liens entre l'Amérique et l'Iran si Obama met en œuvre ses promesses de campagne, y compris le refus d'une confrontation avec des pays tiers, contrairement à ce que Bush a fait en Irak et en Afghanistan ». L'analyste politique Saïd Leylaz, proche des modérés, a estimé pour sa part que l'ouverture éventuelle d'un dialogue avec Téhéran par la nouvelle administration américaine pourrait « affaiblir les radicaux en Iran et [que] les slogans durs et extrémistes ne trouveront plus preneurs ».

Afghanistan. Dans ce pays considéré par le nouveau président américain comme le front prioritaire de la lutte contre le terrorisme, le président afghan, Hamid Karzai, a estimé que « l'élection du sénateur Barack Obama à la présidence des Etats-Unis a fait entrer le peuple américain, et avec lui le reste du monde, dans une ère nouvelle ». « Une ère où la race, la couleur et l'origine ethnique, je l'espère, vont disparaître (...) de la politique dans le reste du monde », a-t-il ajouté.

Pakistan. Alors que Barack Obama a tenu pendant sa campagne des propos fermes sur le Pakistan et sur la liberté d'initiative que doivent conserver selon lui les Etats-Unis dans leur traque d'Al-Qaïda, le premier ministre pakistanais Yousuf Raza Gilani a estimé que son élection va promouvoir « la paix et la stabilité » dans la région. « J'espère que, sous votre direction, les Etats-Unis vont continuer à être une source de paix et d'idées nouvelles pour l'humanité », a déclaré le premier ministre dans un communiqué.

Irak. Hoshiyar Zibari, le ministre kurde des affaires étrangères du gouvernement majoritairement chiite de Nouri Al-Maliki, a affirmé que l'Irak n'attendait « pas de

changement brusque » de la politique américaine. Barack Obama s'était opposé dès 2003 à l'invasion de l'Irak, mais aujourd'hui 146 000 soldats américains stationnent dans ce pays, et Bagdad n'envisage pas de « désengagement militaire rapide ».

Le prochain locataire de la Maison Blanche a promis à plusieurs reprises de « mettre un terme au conflit » et de retirer d'Irak « l'essentiel des troupes de combat » en seize mois. Environ un tiers du corps expéditionnaire américain total serait concerné par cette promesse. Mais il a également fait savoir qu'avant tout retrait, il solliciterait l'avis des généraux engagés sur le terrain, à commencer par celui de David Petraeus, dont la stratégie a permis, en un peu plus de dix-huit mois, de diminuer le niveau de violence en Irak.

Afrique. Le Soudan, classé sur la liste américaine des pays soutenant le terrorisme, a souhaité un « changement réel » dans ses relations avec les Etats-Unis. « Nous espérons que le slogan du président Obama – "le changement" – se traduira dans la politique étrangère des Etats-Unis, surtout à l'égard du Soudan et des pays opprimés, la Palestine, l'Irak et la Somalie », a indiqué le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Ali Al-Sadik.

Amériques. Le président vénézuélien Hugo Chavez a félicité M. Obama pour son « élection historique ». Il a souhaité établir de « nouvelles relations » avec les Etats-Unis et relancer « un agenda bilatéral constructif ». Le président mexicain Felipe Calderon a également salué M. Obama pour « son triomphe » et l'a invité à visiter « prochainement » son pays. Le premier ministre du Canada, Stephen Harper, s'est dit « impatient de (...) poursuivre le renforcement du lien spécial qui existe entre le Canada et les Etats-Unis ».

SERVICE INTERNATIONAL

Le phénomène Obama, un exemple pour les partis politiques français

LES PARTIS politiques français veulent tous récupérer l'effet Obama. Transformé en QG de campagne pour une « nuit démocrate », le siège du Mouvement démocrate (MoDem) à Paris a vécu, mardi 4 novembre, une soirée électorale comme il n'en avait pas connue depuis le premier tour de l'élection présidentielle française, en avril 2007. Le goût de la victoire en plus. Plusieurs centaines de personnes, parmi lesquelles de nombreux jeunes, ont suivi toute la nuit les résultats en direct, dans une ambiance très « américaine ». Débats, duplex outre-Atlantique, commentaires des résultats se sont poursuivis jusqu'à l'aube.

Pour les militants du MoDem, il n'existait pas l'ombre d'un doute : Barack Obama était « leur » candidat. François Bayrou a salué la victoire du nouveau président américain, y voyant « un changement qui touche à la conception même que l'on se fait des relations entre les hommes ». « Des centaines de millions de femmes et d'hommes qui avaient le sentiment d'avoir en face d'eux un mur voient aujourd'hui une porte s'ouvrir dans ce mur », a estimé le président du MoDem.

Nicolas Sarkozy salue une « victoire brillante »

Le président de la République française, Nicolas Sarkozy, a adressé mercredi 5 novembre une lettre de félicitations à Barack Obama, estimant que sa « victoire brillante » soulève « un immense espoir ». « Alors que le monde est dans la tourmente et qu'il doute, le peuple américain (...) a exprimé avec force sa foi dans le progrès et dans l'avenir, écrit M. Sarkozy. La France et l'Europe, qui sont unies depuis toujours aux Etats-Unis par les liens de l'histoire, des valeurs et de l'amitié, y puiseront une énergie nouvelle pour travailler avec l'Amérique à préserver la paix et la prospérité du monde. »

« Les Américains ont aujourd'hui élu le rêve américain », a salué mercredi l'UMP, par la voix de son secrétaire général Patrick Devedjian. « Nul doute que le phénomène Obama aura une influence en Europe et en France », a-t-il ajouté. Si l'UMP n'avait organisé aucune manifestation particulière, ses responsables ne cachent pas avoir suivi avec attention la campagne Obama pour en tirer des leçons. La refonte stratégique de l'UMP s'inspirera de l'exemple du parcours du démocrate américain. L'UMP veut créer de toutes pièces sur Internet un réseau communautaire similaire, capable de briser la barrière du militantisme pour agréger un public plus large, de transformer les internautes en relais d'opinion, de faire de ses membres des agents électoraux.

Pour les stratèges du parti présidentiel, la clé de la victoire de M. Obama réside dans l'« ultraprofessionnalisme » de sa campagne. Ils entendent pour 2012 appliquer les mêmes principes. « La politique ne doit pas échapper aux règles du spectacle, rien n'est jamais trop préparé, trop scénarisé », estime le publicitaire Christophe Lambert, membre de la cellule stratégique de l'UMP.

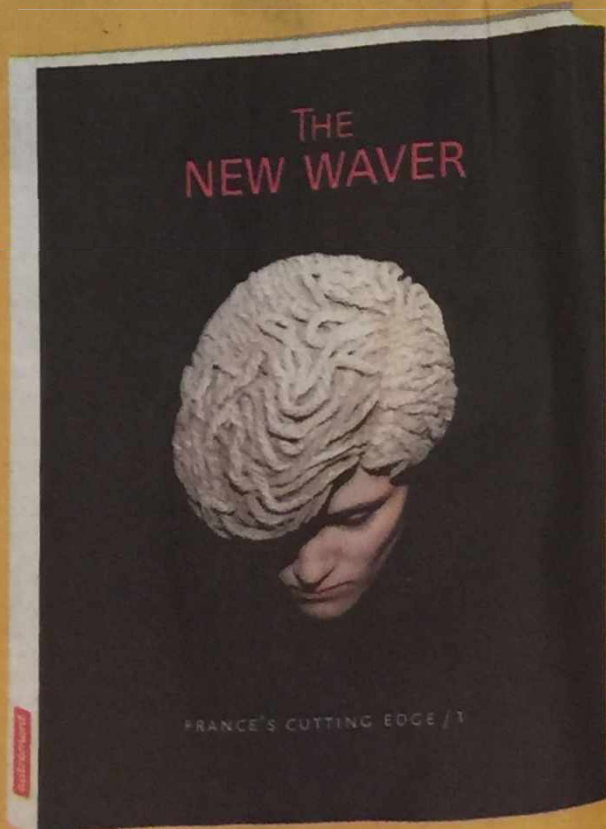
Au Parti socialiste, qui n'était pas parvenu à envoyer une délégation à la convention démocrate de Denver, François Hollande avait prévu de commenter l'élection de M. Obama mercredi matin. Ségolène Royal a souhaité mercredi que « l'Amérique métissée » qui a porté à sa présidence Barack Obama fasse « progresser partout la fraternité mondiale ». De son côté, Bertrand Delanoë a salué « un formidable message d'espoir et de sursaut », alors que Jack Lang voit « un grand et beau jour pour le monde ». Mardi, avant même que le résultat du scrutin ne soit connu, Faouzi Lamdaoui, secrétaire national du PS à l'égalité des chances, avait adressé un « appel aux dirigeants de la gauche et notamment au PS » en leur demandant : « Où sont nos Barack Obama à nous ? »

SERVICE FRANCE

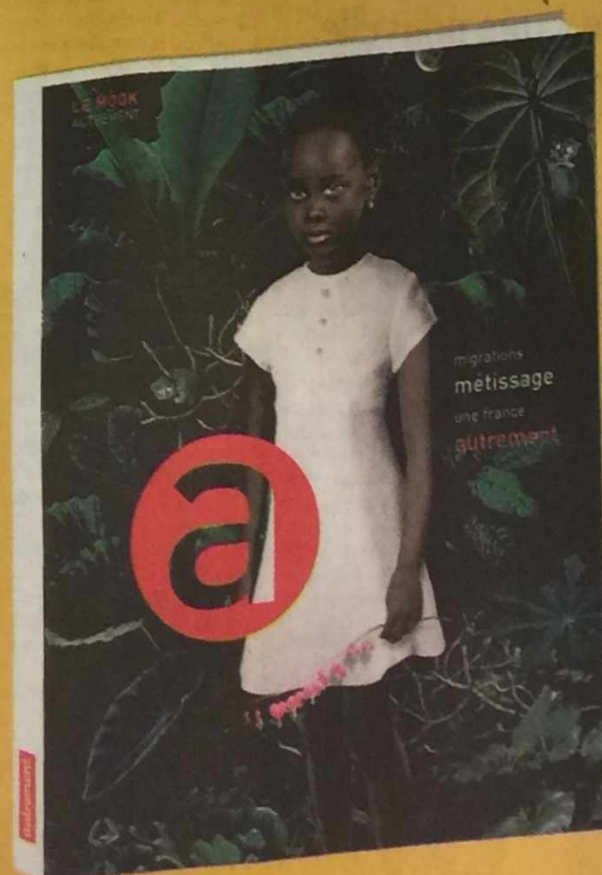
AUTREMENT

crée un nouveau concept de magazines-livres, focalisés sur les innovants en France, créateurs et entrepreneurs.

Deux outils pour les villes, régions, institutions et entreprises qui veulent incarner le changement.



En anglais - trimestriel - 22 x 28,5 cm - 128 pages - 20 €



En français - trimestriel - 22 x 28,5 cm - 96 pages - 15 €

CONTACTS PARTENARIAT : HENRY DOUGIER (henry.dougier@autrement.com) - FLORENCE PRIEUR (flore.prieur@autrement.com) - www.autrement.com

autrement